

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Coopératives de Reconstruction dans les Régions libérées

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 19 Juin 1920, à trois heures et demie

PAR

Jacques RODOLPHE-ROUSSEAU

Président : M. WAHL, Professeur.

Suffragants } *MM. PERCEROU, Professeur.*
 } *ROLLAND, Professeur.*



PARIS

ROUSSEAU & C^{IE}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Coopératives de Reconstruction dans les Régions libérées

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 19 Juin 1920, à trois heures et demie



PAR

Jacques RODOLPHE-ROUSSEAU

Président : M. WAHL, *Professeur.*

Suffragants { MM. PERCEROU, *Professeur.*
ROLLAND, *Professeur.*



PARIS

ROUSSEAU & C^{IE}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1920

A la Mémoire

de mon Père Vénéré

BIBLIOGRAPHIE

- Rodolphe-Rousseau.** — Traité théorique et pratique des sociétés commerciales françaises et étrangères, 2 volumes, 4^e éd., 1912, suppl. 1915.
- A. Nast.** — Le Régime juridique des coopératives, principes coopératifs et exposé synthétique de la législation, 1 volume, 1919.
- Baudry-Lacantinerie et Wahl.** — Traité théorique et pratique de droit civil, t. XXIII, de la société, du prêt, du dépôt. 1907; t. XXIV, des contrats aléatoires, mandats, cautionnement, transaction, 1907.
- Houpin et Bosvieux.** — Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales, 5^e éd., 1918, 3 volumes.
- Thaller.** — Traité élémentaire de droit commercial, 5^e éd., 1916.
- Lyon-Caen et Renault.** — Manuel de droit commercial, 11^e éd., 1913.
- Arthuys.** — Traité des sociétés commerciales, 3^e éd., 1916-1917, 3 vol.
- Vavasseur.** — Traité des sociétés civiles et commerciales, 6^e éd., 2 vol., 1910-1914, suppl., 1 volume, 1914.
- J.-B. Say.** — Traité d'économie politique, 8^e éd., 1876, ou Economie politique, 1 volume, 1888.
- Baudrillart.** — Eléments d'économie rurale, industrielle, commerciale, 1 volume, 1867.
- Hayem.** — Législation et jurisprudence sur les sociétés civiles, 1912, 1 volume.
- Lacour.** — Précis de droit commercial, 1 volume, 1912.
- Courcelle.** — Traité de la législation ouvrière, 1 volume, 1901.
- Piernas Hurtado.** — El movimiento cooperativo.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552821_0067

INTRODUCTION

Reconstruction et Coopération

Presque tous les Français ont accompli dans nos régions dévastées un pèlerinage de piété reconnaissante. Ils ont pu considérer l'étendue des ruines accumulées par la fureur destructive du barbare pendant ces quatre années de guerre infernale, et les cœurs les plus endurcis ont ressenti une poignante émotion à la vue de ces contrées, jadis les plus riches de France, aujourd'hui incultes et délabrées.

Le sentiment qu'ont éprouvé les visiteurs leur permet d'apprécier la douleur dont est étreinte l'âme anéantie du sinistré rentré au pays. Jeune, il devra consacrer tout son avenir à la tâche ardue de la reconstruction ; vieux, il mourra misérablement avant d'avoir vu réédifier son foyer en cendres. Qui peut prévoir, en effet, l'époque où la vie si active de ces régions laborieuses aura recouvré l'intensité de jadis ?

Nul ne peut savoir, sauf le sinistré lui-même, ce que l'œuvre de reconstruction exige de courage et de ténacité, ce qu'elle rencontre d'écueils et de difficultés. Aussi le sinistré, égaré au milieu de ses ruines, acca-

blé de formalités administratives, noyé dans les circulaires et les signatures à donner, s'est-il bientôt senti découragé de son impuissance. Livré à lui-même, il risquait fort d'échouer avant d'arriver au port ; il eut l'idée d'unir sa faiblesse à celle de ses voisins.

Appliquant à la reconstruction les principes de solidarité et de coopération qui lui avaient permis de résoudre, partiellement du moins, le problème de la vie chère et celui du défrichage des terres abandonnées, le sinistré constitua des « coopératives de reconstruction ». Nées dès la première bataille de la Marne, en 1914, dans les villages de ce département libérés, après une courte occupation, par le premier recul des allemands, les coopératives de reconstruction s'étendirent bientôt progressivement à tous les départements récupérés. On en compte environ 4,600 à l'heure actuelle.

L'idée de grouper ainsi des bonnes volontés agissantes, pour triompher des obstacles qui se dressaient de toutes parts, fut encouragée par tous ceux qu'intéressait le relèvement de nos provinces dévastées. Et si aujourd'hui nous constatons des défauts et des échecs, que la présente étude a précisément pour but de rechercher, afin de les corriger ou de les éviter à l'avenir, ils ne sont point inhérents au principe coopératif lui-même qui demeure excellent, mais à son application pratique.

L'étude du principe coopératif, appliqué à la reconstruction, démontre en effet les avantages que peuvent

en retirer les sinistrés, les architectes et les entrepreneurs ou l'Etat lui-même.

Nous examinerons successivement :

- 1° Les avantages au profit des sinistrés ;
- 2° Les avantages au profit des architectes et des entrepreneurs ;
- 3° Les avantages au profit de l'Etat.

I. — Avantages au profit des sinistrés

Les sinistrés tireront, de leur adhésion à une coopérative, trois sortes d'avantages :

- a) Des avantages techniques.
- b) Des avantages financiers.
- c) Des avantages de rapidité.

a) *Avantages techniques.* — La coopérative créera obligatoirement la mise en commun des connaissances individuelles. De l'examen collectif des problèmes complexes de la reconstruction naîtra une solution meilleure que celle prise individuellement par un sinistré souvent inexpérimenté. Bien plus, les compétences et les intelligences, ainsi mises en contact, se pénétreront réciproquement d'une manière si parfaite que l'on peut attendre, de la communauté, des résultats surprenants ; au point qu'un auteur, quelque peu mathématicien, a pu exprimer sa constatation en cette formule originale : « La valeur du composé est supérieure à la somme des valeurs composantes ».

Il est un autre avantage technique tiré de la coopérative par le sinistré. Un architecte hésiterait à s'occuper d'un dommage qu'il jugerait insuffisant pour motiver de sa part un déplacement, des frais et des débours. Un entrepreneur refuserait d'effectuer des travaux de trop peu d'importance, ne justifiant pas l'établissement onéreux d'un chantier. Tandis qu'architectes et entrepreneurs accepteront les marchés importants d'une coopérative. Il y aura là une entreprise sérieuse qui les intéressera.

Il arrivera souvent aussi que le sinistré n'aura pas la capacité ou la possibilité de surveiller ses travaux en cours, de les vérifier une fois terminés. La collectivité le remplacera et remplira ce double rôle, lui rendant ainsi un éminent service.

On peut donc résumer ainsi la triple action de la coopérative :

Avant les travaux : elle facilitera l'évaluation des dommages, les démarches administratives, la fixation de l'indemnité, la passation des marchés.

Pendant les travaux : elle surveillera l'exécution des plans et devis, elle assurera l'emploi de bons matériaux, le respect des marchés.

Après les travaux : elle vérifiera les travaux effectués et procédera à la révision minutieuse des mémoires.

b) *Avantages financiers*. — Les coopératives seront pour tous, entrepreneurs et sinistrés, une source très réelle d'économie. En effet, le groupement en une seule

main de la totalité des travaux d'un village, par exemple, facilitera l'établissement des devis, la construction d'un chantier, le stockage des matériaux, etc., etc. L'architecte et, plus encore l'entrepreneur, réaliseront une sérieuse économie de frais généraux qui devra normalement avoir un bienfaisant retentissement sur le taux de ses honoraires ou de son marché.

Les sinistrés ainsi groupés offriront également aux entrepreneurs une plus grande surface de crédit. Moins exposés à des déboires, ceux-ci consentiront des conditions plus douces d'entreprise. Ils rechercheront les marchés collectifs de préférence aux marchés individuels. Peut-être même se présentera-t-il plusieurs entrepreneurs entre lesquels la coopérative pourra faire jouer la loi avantageuse de la concurrence.

Enfin les coopératives jouiront, plus que les individus, de crédit auprès de l'Etat. Celui-ci leur consentira des avances qu'il refuserait à des individualités, et grâce à ces fonds, les coopératives, se mettant rapidement au travail, entreprendront, sans bourse délier et à brève échéance, des travaux dont un particulier eût hésité à faire l'avance.

c) *Avantages de rapidité.* — Cet avantage se conçoit aisément après la lecture de ce qui précède. Il est de toute évidence que, les coopératives remédiant à bien des maux dont souffre le sinistré isolé, il en résultera une activité plus grande, et, par suite un résultat plus prochain. Cette rapidité d'exécution, toute relative

qu'elle puisse être, procurera bientôt un certain bien-être au sinistré et lui permettra d'espérer une reprise prochaine de sa vie d'avant-guerre.

II. — **Avantages au profit des architectes et entrepreneurs.**

On peut déduire facilement des développements de notre premier paragraphe les avantages offerts aux architectes et entrepreneurs par les coopératives de reconstruction.

Ce sont d'abord des garanties de paiement sérieuses et certaines. Ils n'hésiteront plus à entreprendre des travaux dont ils pourraient redouter les frais sans être sûrs d'être couverts de leurs débours.

Ce sont ensuite des facilités de travail réduisant très sensiblement leurs frais généraux. Au lieu d'éparpiller chantiers et ouvriers, l'importance du marché qu'ils passeront avec une coopérative leur permettra de centraliser leur exploitation, diminuant ainsi les voyages et les transports, sources fréquentes d'accidents, de retards et de pertes.

III. — **Avantages que présentent les coopératives pour l'Etat.**

Enfin l'Etat lui-même tire les plus grands avantages de l'établissement du régime des coopératives ; des avantages directs et des avantages indirects.

Avantages directs. — Ce sont les économies réalisées

sur les travaux préparatoires ou définitifs faits en commun, sur les devis estimatifs ainsi établis. Ces économies pourraient être considérables si les coopératives, convenablement gérées et soigneusement contrôlées, permettaient à l'Etat de supprimer progressivement les travaux d'Etat si dispendieux pour lui, si rarement utiles pour le sinistré.

La coopérative est parfaitement à même de devenir le rouage intermédiaire idéal entre l'Etat et le sinistré sans coûter à ce dernier les frais élevés des innombrables administrations, multipliées comme à plaisir dans nos régions dévastées.

Avantages indirects. — Elément essentiel de travail et d'activité, la coopérative *produira*. Elle hâtera la reconstitution, et par conséquent la production des provinces dévastées. L'Etat y gagnera indirectement peut-être, mais à coup sûr. La crise économique dont nous souffrons joint, à des causes multiples, l'improductivité presque totale des départements envahis. Plus vite on y remédiera, plus vite on rétablira l'équilibre rompu, et c'est une raison sérieuse de plus de faciliter et d'encourager les coopératives de reconstruction.

*
* *

On peut s'étonner, après l'énumération de pareils avantages, de constater que les résultats obtenus par les coopératives de reconstruction sont loin d'être satisfaisants. Sur 1.600 que nous citons plus haut,

900 environ sont à peu près impuissantes (1). Paralysées dans leur effort, ces coopératives défailantes n'ont qu'une existence théorique et ne font preuve extérieurement d'aucune vitalité.

Emus à juste titre du danger que créait pour l'œuvre de Reconstitution une pareille situation, les pouvoirs publics ont recherché les causes du mal afin de tenter d'y trouver un remède.

La présente étude ne poursuit très modestement d'autre but que d'apporter une pierre, si petite soit-elle, à l'œuvre commune. Son plan se développera logiquement dans l'ordre suivant :

CHAPITRE PREMIER. — 1° *Etat actuel des coopératives de reconstruction.* — 2° *Ses causes.*

CHAPITRE II. — 1° *Vœux formulés et remèdes proposés.* — 2° *Examen critique de ces solutions.*

CHAPITRE III. — 1° *Le projet de loi du Gouvernement et les différentes propositions de loi.* — *Examen critique, notre contre-proposition.* — *Idées directrices adoptées pour sa rédaction.*

Nous voulons, avant même d'aborder notre sujet, répondre à une objection qui pourrait nous être faite. Beaucoup d'auteurs et de praticiens, mécontents de la confusion de notre législation coopérative et de ses lacunes, ont émis le vœu de voir condenser les textes épars et combler les vides qu'ils présentent, par une

(1) Chiffre donné par le rapport du Ministère des Régions libérées.

loi fondamentale des coopératives. Or, le but que nous poursuivons ne tend rien moins qu'à apporter à la masse confuse des lois disparates existantes, un document nouveau augmentant encore leur nombre.

Le premier, nous déplorons de devoir procéder ainsi. Mais, nous devons avant tout nous inspirer des circonstances. Nous n'envisageons pas ici une loi de simple perfectionnement, d'utilité plus ou moins immédiate. Notre vœu répond à un besoin urgent. Les coopératives de reconstruction sont d'intérêt national, d'utilité publique ; or, elles se meurent faute de régime légal et d'organisation méthodique. Pour le salut de nos régions dévastées, il faut à tout prix les sauver ! Et pour les sauver il faut agir vite. Or, nous ne pouvons espérer du Parlement surchargé le vote rapide d'une loi longue et aride.

Force nous est donc, pour réaliser notre but, de recourir à une proposition de loi, réduite au seul sujet qu'il nous importe de traiter d'extrême urgence. Quand la crise sera passée, l'heure viendra où notre Parlement déchargé pourra parfaire son œuvre.

Enfin, nous reconnaissons qu'une loi, quelle qu'elle soit, ne peut agir et exercer son influence salutaire sans le concours de ceux auxquels elle s'applique et de ceux chargés de l'appliquer.

Bien des coopératives ont su vivre et se développer là où d'autres ont péri. La vigoureuse énergie et l'inlassable activité de leurs administrateurs ont vaincu les

périls par lesquels d'autres, moins heureux, ont succombé. Quelque remède que nous espérons apporter au mal présent, nous n'avons pas la présomption de penser le guérir sans retour. Nous voulons tenter seulement de donner des armes à ceux qui combattent avec nous pour la vie et l'extension des coopératives de reconstruction.

Et pour que notre œuvre ait quelque chance d'efficacité, il nous faut le concours de chacun et la bonne volonté de tous. Il faut que des hommes éclairés, actifs et compétents ne se refusent pas à prendre en mains la direction des coopératives locales. Il faut que le contrôle vigilant de l'Etat ne nuise pas à la rapidité et à la multiplicité des opérations sociales.

Bref, il faut que tous donnent à leur effort personnel une impulsion nouvelle et sachent restituer à la pensée du législateur, nécessairement figée dans les formules froides et condensées d'un texte législatif, toute son ampleur, toute son ardeur féconde.

CHAPITRE PREMIER

Etat actuel des coopératives de reconstruction Ses causes

SECTION I

Etat actuel des Coopératives de reconstruction

Malgré les louables efforts de leurs membres et les encouragements qui leur furent prodigués, les coopératives de reconstruction sont loin d'avoir répondu aux espoirs fondés sur elles. Nous en avons déjà dit quelques mots. La majorité d'entre elles est réduite à une impuissance presque absolue. Tantôt elles n'ont qu'une existence nominale sans aucune activité extérieure. Tantôt, malgré leur ardent désir d'action, elles se heurtent à des difficultés multiples dont la plus fréquente est le mauvais vouloir des entrepreneurs ; ceux-ci discutent leur validité et leur régularité de constitution, refusent d'accepter certaines clauses de leurs statuts et ne consentent à passer avec elles que des marchés onéreux.

On pourrait prolonger sans fin le récit des multiples aventures survenues aux coopératives les plus honorables. Nous ne croyons pas devoir donner plus d'ampleur à cette partie de notre étude. Tous ceux qui ont quelques attaches dans les régions dévastées connaissent trop cette triste situation. Ceux qui voudraient

acquérir à cet égard une documentation étendue n'auraient qu'à procéder à une rapide enquête locale et à écouter les doléances des intéressés.

Il est seulement un point que nous estimons devoir exposer plus longuement. Il vise les spéculations multiples auxquelles les régions libérées ont donné lieu. Des agents d'affaires sans scrupules sont venus dans nos pays en ruines, ont constitué des coopératives de reconstruction, ils s'en sont fait nommer directeurs, administrateurs ou gérants, et ont alors passé, pour le compte de cette coopérative, avec des entrepreneurs dont ils étaient les hommes de paille ou desquels ils recevaient de fortes commissions, des marchés léonins. Ils s'éclipsaient ensuite, laissant les coopératives sortir comme elles pouvaient d'une situation embarrassée, souvent mortelle pour elles. De pareils abus sont navrants et d'autant plus condamnables qu'ils ont pour victimes nos malheureux sinistrés, dignes, plus que tous autres d'égards et de pitié.

Le résultat de cet ensemble de maux fut de détourner des coopératives de nombreux sinistrés. Ces derniers ne donnent pas leur confiance à un organisme impuissant et dangereux, dont ils ont d'ailleurs facilement tendance à exagérer les inconvénients sans en reconnaître les mérites. Leur méfiance est cependant quelque peu légitimée par les scandales auxquels nous avons si souvent assisté. Si l'on ne met pas ordre rapidement à cet état de choses désastreux, les coopératives, sui-

vant en cela le sort des travaux d'Etat, seront à jamais discréditées dans l'opinion publique des sinistrés. Une fois encore on aura, par imprévoyance ou négligence, laissé échapper à jamais ce qui pourrait être la planche de salut.

SECTION II

Ses causes

Autant nous avons cru pouvoir nous borner à un examen très succinct de l'état, trop connu hélas ! des coopératives à l'heure présente, autant nous croyons devoir nous étendre sur l'examen des causes qui ont déterminé cette situation. C'est seulement de cette étude approfondie que nous pourrions tirer les remèdes à appliquer pour vivifier cette institution afin de la régénérer et de la reconstituer.

Notre modeste documentation personnelle a été complétée par le rapport de M. Despagnat, rapporteur du congrès de la Fédération du bâtiment dans les régions dévastées ; le rapport de M. de Lubersac, sénateur de l'Aisne ; le rapport de M. le Ministre des Régions Libérées ; le rapport de M. Bellois, président du tribunal de commerce de Châlons-sur-Marne, etc., etc.

Nous y renvoyons ceux qui voudraient y puiser une abondance de détails que nous ne pouvons faire figurer ici.

De la lecture attentive de tous ces travaux, il résulte qu'on peut grouper sous quatre rubriques principales les défauts actuels de l'organisation des coopératives.

1° Les coopératives de reconstruction n'ont pas de situation juridique définie.

2° Leur organisation administrative et comptable est nulle.

3° Leur crédit auprès des entrepreneurs est inexistant.

4° Elles peuvent servir d'instrument de spéculation.

I. — Les coopératives de reconstruction n'ont pas de situation juridique définie

Cette première observation, la plus sérieuse incontestablement, est à coup sûr, celle qui retiendra le plus longuement le législateur. Elle nous amène à jeter un coup d'œil d'ensemble sur la législation des coopératives en général, puisque aucune loi spéciale ne traite des coopératives de reconstruction. Cette étude pour être logique, nous semble-t-il, doit comporter un aperçu historique et quelques mots de droit comparé.

Aperçu historique.— L'exposé des motifs de la loi du 24 juillet 1867 nous paraît être le résumé le plus parfait de la genèse de l'idée coopérative. On sait que tout un titre de cette loi, le titre III, est consacré aux sociétés à capital variable. Sous ce titre, adopté pour des raisons historiques nettement perceptibles à la lecture des lignes qui vont suivre, le législateur a envisagé la création de sociétés coopératives.

Voici comment s'explique cet exposé des motifs :

« En Angleterre, en Suisse, en Allemagne, et plus récemment en France, les sociétés coopératives se

« sont multipliées et ont pris un accroissement très
« rapide.

« Leur histoire se trouve dans un grand nombre de
« publications. Les détails qu'elles contiennent sont
« confirmés, du moins en partie, par les renseignements
« qu'a recueillis le gouvernement.

« Toutes les versions s'accordent sur ce point, qu'en
« Angleterre, c'est vers la fin de l'hiver 1844, que, dans
« une petite ville, à Rochdale, quelques pauvres ouvriers
« tisserands en flanelle formèrent la première asso-
« ciation de consommation.

« Ils étaient vingt-huit associés, la mise sociale
« n'était que de deux pence par semaine pour chacun,
« ils se nommèrent « Les Equitables pionniers de
« Rochdale ».

« Les commencements furent difficiles; mais grâce
« à une louable persévérance, la société s'est élevée à
« un degré de prospérité auquel ses fondateurs ne son-
« geaient pas au début. En 1864, le nombre des asso-
« ciés dépassait 4.000, le capital s'élevait à 4 millions
« de francs, et le chiffre des opérations à 6.500.000
« francs.

« Cet exemple a été imité. L'on affirme qu'indépen-
« damment de la société de Rochdale, il existait en
« Angleterre au 31 décembre 1863, 464 sociétés enre-
« gistrées d'après le Provident Societies act. — 381 ont
« envoyé leur rapport. Il en résulte qu'elles se com-
« posent de 102.198 membres, que leurs capitaux et

« leurs bénéfices ont augmenté dans les mêmes proportions.

« En Suisse, le mouvement a été moins prononcé ; cependant il s'est formé un assez grand nombre de sociétés coopératives. La plupart ont adopté la forme anonyme ; par conséquent, elles ont sollicité et obtenu l'autorisation du gouvernement. Leurs résultats sont en général satisfaisants ; elles rendent de véritables services au petit commerce et aux ouvriers honnêtes.

« L'Allemagne, spécialement la Prusse, marche d'un pas extrêmement rapide dans la voie nouvelle. Depuis 1850, les sociétés, surtout les sociétés de crédit, y sont devenues très nombreuses.

« En 1862 elles s'élevaient à 700, selon quelques renseignements, et d'après d'autres documents, à 900, elles comptaient près de 70.000 associés, avaient un capital de 38 millions, et l'on n'évaluait pas à moins de 120 millions l'ensemble des sommes qu'elles avaient mises en circulation.

« Il paraît qu'au milieu de l'année 1864 le nombre des sociétés s'est accru, qu'il s'élevait au chiffre de 900, composé de 662 banques de crédit, 172 sociétés pour la production en commun et pour l'achat des matières premières et 66 sociétés de consommation. Les associés et les capitaux ont suivi la même progression.

« Depuis longtemps, en France, il existe aussi des associations coopératives. Il y en a dont la date remonte

« à 1831. La société de consommation de Grenoble,
 « formée d'abord avec le concours de l'autorité muni-
 « cipale, après avoir remboursé le capital qui lui avait
 « été prêté, se soutient par ses propres forces.

« Mulhouse, Lyon, Limoges, Nantes, Bordeaux et
 « plusieurs autres villes ont aussi des institutions de
 « crédit, de consommation et de production.

« A Paris on en compte un assez grand nombre, dont
 « quelques-unes sont parvenues à réaliser des bénéfices
 « et ont acquis une véritable importance ».

Voici maintenant comment s'exprimait le rapport de
 la commission.

« Nous assistons à une véritable transformation
 « sociale, et c'est par excellence l'œuvre du politique et
 « du législateur d'en rechercher et d'en saisir les élé-
 « ments plus ou moins obscurs, afin d'en assurer la
 « marche, d'en prévenir les déviations et d'en faciliter
 « les progrès en ce qu'ils ont de moral, d'utile et de com-
 « patible avec les principes d'ordre et de sécurité géné-
 « rale qu'il ne faut laisser compromettre à aucun prix.

« Mais déjà, le double exposé des motifs du Gouver-
 « nement, l'enquête solennelle ouverte par lui, et sous
 « l'influence directe du projet soumis au corps légis-
 « latif, des publications nombreuses ont mis en lumière
 « les faits qui, soit en France, soit en Angleterre, soit
 « en Allemagne constituent l'histoire de ce qu'on appelle
 « le mouvement coopératif. On nous pardonnera donc
 « de ne pas la refaire, et de borner nos efforts à dégager

« de ces faits l'enseignement philosophique et économique qu'ils renferment.

« Personne n'a oublié le travail obscur et souterrain qui, de 1830 à 1848, agita les classes laborieuses, et dont la manifestation la plus remarquée fut un livre dont le titre était : « Organisation du travail », acte d'accusation véritable contre la société, destiné surtout à dénoncer l'anarchie industrielle et l'antagonisme tyrannique du capital et du travail. La révolution de février, les prédications du Luxembourg et bientôt les journées de Juin vinrent éclairer ces problèmes de lueurs sinistres, et en révéler aux plus indifférents et aux plus aveugles les profondeurs redoutables. Leur formule fut : le droit au travail, qui essaya, comme on sait, de trouver sa place et sa consécration dans la constitution de 1848.

« Ces luttes, toutefois, ne furent pas stériles, et des vérités, comme toujours, se dégagèrent des erreurs passionnées qui mettaient la haine au cœur et les armes à la main des populations laborieuses. L'effort des publicistes tendit à démontrer les bienfaits de la prévoyance et de l'épargne et surtout la puissance de l'association.

« En 1834 s'était fondée, sous l'inspiration de M. Buchez, l'Association chrétienne des ouvriers bijoutiers en doré, et avant lui, en 1831, les rédacteurs du journal *l'Européen* avaient rédigé des statuts pour une association ouvrière de menuisiers qui ne fonctionna

« pas. Après l'ébranlement de février, ce mouvement
 « interrompu reprit son cours, et en 1849, l'Assem-
 « blée constituante vota un crédit de 3 millions pour
 « faciliter les associations ouvrières. Mais ce secours
 « était plutôt une concession aux nécessités du moment
 « qu'une adhésion réfléchie aux tentatives qu'il avait
 « pour but d'encourager. On put en juger bientôt. Le
 « 14 septembre 1849, une commission, nommée par
 « l'Assemblée constituante, concluait au rejet de diffé-
 « rentes propositions émanées de dix-huit représentants
 « de la gauche, et qui tendaient notamment à réduire
 « les frais de publication et à faire tomber quelques
 « entraves légales qui gênaient la création et le déve-
 « loppement des sociétés ouvrières. Le 22 janvier 1850,
 « l'Assemblée adoptait les conclusions de ce rapport,
 « sans discussion. Faut-il s'en étonner, quand on se
 « rappelle les paroles suivantes d'un rapport présenté
 « à la Chambre au nom de la Commission de l'assis-
 « tance et de la prévoyance publiques (le rapporteur de
 « cette commission était M. Thiers) : « Les associations
 « ouvrières ne sont autre chose que l'anarchie dans
 « l'industrie. Les faits qui se passent en seront bientôt
 « la démonstration la plus palpable. Votre commission
 « déclare qu'elle ne croit pas à des collections d'indi-
 « vidus les propriétés nécessaires pour l'exploitation
 « d'une industrie quelconque ». Chose curieuse, et bien
 « faite pour inspirer plus de réserve en face d'idées
 « nouvelles, dont le seul tort, souvent, est de n'avoir

« pu subir encore la sanction de l'expérience ! En 1863
« une brochure était publiée sur « les coopératives et
« leur constitution légale », et cette brochure portait
« les signatures de MM. Paul Andral, le duc d'Audiffret-
« Pasquier, Odilon-Barrot, Batbie, le prince A. de
« Broglie, A. Cochin, le comte Napoléon Daru, le comte
« d'Haussonville, Horn, le vicomte de Lanjuinais, le
« comte de Melun, Henri Moreau, Casimir Périer, Léon
« Say, Jules Simon.

« Que s'est-il donc passé entre ces deux dates, 1850-
« 1863 ?

« Non seulement le mouvement coopératif avait grandi
« en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, et en
« Suisse, mais la France s'y était mêlée sans avoir
« conscience de ce qui s'accomplissait autour d'elle et
« sans être provoquée par l'exemple (enquête sur les
« sociétés de coopération, déposition de M. Engelman,
« p. 47). Des sociétés nombreuses fondées à la suite
« de la révolution de février, le plus grand nombre avait
« emprunté à son origine, plus qu'à sa nature propre,
« des germes de destruction et de mort, et avait rapi-
« dement disparu ; mais quelques-unes survivaient
« pour attester de l'énergie de leur principe, et d'autres
« s'étaient élevées, en dépit des obstacles qu'elles ren-
« contraient dans la législation en vigueur, protestant
« ainsi contre la condamnation solennelle qu'avait pro-
« noncé le rapporteur de l'Assemblée constituante » (1).

(1) RODOLPHE-ROUSSEAU, *Traité des Sociétés*, tome II, p. 126, n° 2942.

Le souvenir de ces événements détermina le législateur de 1867 à éviter une appellation jugée, à l'époque, presque subversive. C'est ainsi que le titre III fut intitulé : « Des sociétés à capital variable ». En fait, le but n'en était pas moins de permettre la constitution de coopératives, rendue impossible jusque là, en raison surtout de la fixité obligatoire du capital.

Les coopératives profitèrent aussitôt des facilités que leur donnait la loi nouvelle et prirent un rapide essor.

Mais, dès 1883, on se rendait compte que la loi de 1867 qui ne faisait de la variabilité du capital qu'une simple modalité du régime de droit commun, était tout à fait insuffisante. M. Waldeck-Rousseau le déclarait au discours d'installation de la commission extra-parlementaire instituée en 1883 « à l'effet de rechercher le moyen de faciliter aux associations ouvrières leur admission aux adjudications et soumissions de travaux de l'Etat » (1).

C'est à cette époque que se place une tentative malheureuse du Gouvernement et du Parlement, destinée à établir une loi organique des coopératives.

Le 16 juillet 1888, le Gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi sur les coopératives de production et la participation aux bénéfices. Le Parlement, ému des critiques ci-dessus rapportées, élevées contre la loi de 1867, étendit le projet gou-

(1) A. NAST, *Principes coopératifs*, p. 49.

vernemental à l'ensemble de la législation coopérative. Si ce projet avait été adopté, c'eût été la base excellente d'une législation unitaire qu'il eût suffi d'amender ensuite pour la tenir au courant de l'évolution des idées et des besoins. Malheureusement, après d'in vraisemblables voyages d'une Chambre à l'autre, le projet succomba le 13 mars 1896. Les deux assemblées n'avaient pu se mettre d'accord sur l'application de la patente aux sociétés de consommation. La loi du 19 avril 1905 ayant réglé ce conflit, il serait à désirer que ce projet, mis à jour, fut repris et adopté (1).

Depuis ce projet, le législateur n'a plus procédé que par dispositions fragmentaires. Loi par loi, s'est établie la législation confuse et disparate, régissant les coopératives.

Telles sont : la loi du 29 décembre 1906 sur les sociétés coopératives agricoles ;

La loi du 18 décembre 1905 sur les coopératives ouvrières de production et de crédit ;

La loi du 7 mai 1917 sur les coopératives de consommation.

Il faut y rattacher toute une législation dont le nom n'évoque pas la « Coopérative », mais dont l'économie se rattache essentiellement aux « Principes coopératifs » (2) :

(1) A. NAST, *Principes coopératifs*, p. 19.

(2) A. NAST, *Principes coopératifs*, p. 19.

La loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés de crédit agricole ;

Les lois des 31 mars 1899, 29 décembre 1906, 19 mars 1910, sur les Caisses régionales de crédit agricole ;

Les lois des 12 avril 1906, 23 décembre 1912, sur les sociétés d'habitations à bon marché ;

La loi du 13 mars 1917 sur les sociétés de caution mutuelle et de banques populaires ;

La loi du 26 avril 1917 sur les sociétés anonymes à participation ouvrière (sociétés coopératives de main-d'œuvre).

Aperçu de droit comparé. — Il nous paraît inutile d'aborder franchement l'étude des législations étrangères. Bornons-nous à dire que notre législation paraît être sensiblement en retard sur ses voisines. On peut diviser ces législations en deux classes :

1° Celles, les plus nombreuses, qui ont réalisé l'unité de leur législation ;

2° Celles qui, comme la France, restée à peu près la seule de cette espèce, ont un régime législatif complexe.

On peut encore, avec M. Nast, diviser les législations étrangères suivant le régime de répartition bénéficiaire qu'elles adoptent.

1° Législations renvoyant aux statuts :

Etat de New-York, Autriche (celles-ci sous certaines réserves), Suisse, Finlande, Suède, Angleterre.

2° Législations établissant le partage au prorata des mises :

Italie, Portugal, Allemagne.

3° Législations établissant le partage égal entre associés :

Hollande.

4° Législations établissant un régime mixte :

Belgique.

5° Partage rigoureusement conforme aux principes coopératifs :

Pensylvanie.

Nous renvoyons pour l'analyse détaillée de chacune de ces législations à l'ouvrage déjà cité de M. Nast, page 197 et suivantes.

Pour terminer, nous croyons intéressant de signaler que c'est au Danemark que les coopératives agricoles ont atteint leur maximum de développement.

Etat actuel de la législation française. — Deux problèmes préalables doivent être résolus au seuil de cette étude :

a) La coopérative est-elle une société ?

b) Si oui, est-elle une société civile ou commerciale ?

Nous examinerons ensuite la législation récente.

A. — La Coopérative est-elle une société ?

L'article 1832 du Code civil définit ainsi la société :

« La société est un contrat par lequel deux ou plu-

« sieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter ».

La société a donc nécessairement pour but la réalisation de bénéfices. C'est sa condition même d'existence, le criterium de distinction entre la société et l'association. Celle-ci est définie par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 : « La convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager les bénéfices... » La jurisprudence est formelle sur ce point (Cass. req., 29 octobre 1894, D. 1896, 1, 145 et note Thaller ; Cass. Ch. réunies, 11 mars 1914, D. 1914, 1, 257 et note LS). *J. S.*, 1915, 97.

La coopérative poursuit-elle un but lucratif ? La question est résolue nettement par l'affirmative lorsqu'elle vend ses produits au public pour répartir entre ses membres les bénéfices de l'opération. (Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Soc.*, n° 121 ; Houpin, *Soc.*, n° 1270 ; Lyon-Caen et Renault, n° 1033, 3, Arthuys, n° 174 ; Thaller, n° 788, Bourges, 19 janvier 1869, S. 69, 2, 323, D. 69, 2, 323 ; Paris, 20 mars 1888, *J. S.* 1891, 161 ; Trib. com. Nantes, 6 juin 1886 ; *J. S.*, 1889, 93 ; Trib. com. Périgueux, 3 août 1887 ; R. S. 87. 580 ; Trib. com. Marseille, 17 décembre 1896, *J. de Marseille*, 1897, 1, 179 ; *J. S.*, 1897, 238 ; *contra* Saint-Etienne, 26 janvier 1889, R. S. 1891, 271 ; Paris, 17 novembre 1887, R. S. 1888, 184).

Il y a bien également bénéfice au sens de l'article 1832 du Code civil lorsque, ne vendant qu'à ses propres membres, une coopérative distribue à ceux-ci des bénéfices, non pas au prorata des opérations effectuées entre elle et chacun d'eux, mais au prorata de la part sociale de chaque associé (Wahl, note au Sirey, 1910, 1, 394 ; Houpin, *loc. cit* ; Rodolphe-Rousseau, 2950 *bis*).

Quelques auteurs ont soutenu qu'une coopérative poursuivait toujours un but lucratif en cherchant à réaliser une économie soit sur l'acquisition de marchandises, soit sur les frais de production ou de gestion ou de tout autre manière, et qu'alors, en l'absence même de répartitions bénéficiaires effectives, il y aurait de ce fait réalisation d'un bénéfice indirect (Vavasseur, nos 900 et 92 ; Hubert Valleroux, R. S., 1897, 316).

Cette thèse nous paraît osée. Elle nous semble dénaturer la notion exacte du bénéfice.

Cette discussion ne présente plus d'ailleurs en général de réel intérêt pratique. Il résulte en effet des travaux préparatoires de la loi de 1867 que les coopératives, même celles ne constituant pas à proprement parler des sociétés aux termes de l'article 1832 du Code civil, peuvent bénéficier de la personnalité juridique en se soumettant aux règles édictées par cette loi sur la variabilité du capital (Rodolphe-Rousseau, tome II, n° 2950 *bis*, Houpin, tome II, n° 1170, Cass. 3 août 1909, *J. S.* 1909, 497).

D'autre part, les associations elles-mêmes jouissent

depuis la loi du 1^{er} juillet 1901, sous certaines conditions déterminées, de la personnalité juridique. Nous pensons cependant qu'il y a une utilité certaine à connaître la nature exacte de nos coopératives, les obligations imposées à leur charges étant essentiellement différentes suivant l'une ou l'autre loi.

Notre coopérative de reconstruction ne réalise assurément pas de bénéfice direct. Elle ne vend pas à des tiers pour répartir à ses membres le profit résultant de l'opération (1). Si elle n'adopte pas formellement les règles de variabilité du capital, instituées par le titre III de la loi du 24 juillet 1867, il ne nous semble

(1) Nous n'examinerons ici que le point de vue juridique.

Au point de vue économique on distingue généralement trois sortes de coopératives :

Les coopératives de production, qui vendent au public des produits issus de la collectivité pour répartir à leurs membres le bénéfice de l'opération.

Les coopératives de consommation destinées à mettre à la disposition de leurs membres les denrées et les objets de première nécessité en supprimant les intermédiaires.

Les coopératives d'habitation construisant en commun pour leurs membres des habitations à bon marché (une coopérative qui vendrait à des tiers un immeuble construit par ses soins pour distribuer à ses membres le bénéfice de l'opération serait une véritable coopérative de production),

Certaines coopératives de consommation, vendant à la fois à leurs membres et à des tiers, ont alors un caractère mixte.

M. Cauwès considère que les coopératives d'habitation véritables, construisant pour leurs propres membres et non pour les tiers, ne forment pas en réalité une catégorie spéciale. L'éminent professeur les rattache aux coopératives de consommation. L'immeuble est pour lui un objet consommable. La consommation en est lente mais certaine. (Voir sur la classification des coopératives : A. NAST, *Principes coopératifs*, p. 47 et s., et sur la consommation lente J.-B. SAY, *Econ. pol.*, t. III, p. 3 ; BAUDRILLART, *Econ. rur. indus. et comm.*, p. 313 ; PIERNAS HURTADO, *El movimiento cooperativo*.

pas qu'en l'état actuel de notre législation on puisse la considérer comme une société. Elle serait, à nos yeux, une association puisque son but n'est pas directement lucratif.

Notre opinion, partagée par notre éminent maître, M. le professeur Albert Wahl et par la préfecture de l'Aisne, est repoussée par M. Berthélemy, membre de l'Institut, l'éminent professeur à la Faculté de droit de Paris.

Il serait vivement à souhaiter que cette controverse fût liquidée par un texte législatif. Car cette instabilité sert de prétexte à des discussions sur la validité et la régularité de constitution des coopératives de reconstruction, tantôt de la part de l'Administration, tantôt de la part des entrepreneurs. Et c'est une cause importante d'impuissance pour les coopératives les plus honnêtes et les plus régulières.

**B. — La coopérative est-elle une société civile
ou commerciale ?**

Les coopératives sont civiles ou commerciales, suivant la nature de leurs opérations. Ainsi sont civiles :

1° Les coopératives de production quand elles ont pour objet une industrie agricole ou extractive ;

2° Les coopératives de consommation quand elles ne vendent qu'à leurs membres. — Bourges, 19 janvier 1869, S. 69, 2, 323, D. 69, 2, 323 ; Paris, 20 mars 1888, *J. S.*, 1891, 161 ; Trib. com. Nantes, 6 juin 1886, *ibid.*, 1889, 93 ; Trib. Périgueux, 3 août 1887,

R. S., 1887, 580 ; Trib. com. Marseille, 17 décembre 1896, *J. de Marseille*, 1897, 1, 179, *J. S.*, 1897, 238 ; Poitiers, 26 janvier 1914, *J. S.*, 1916 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Soc.*, n° 121 ; Guillouard, *Soc.*, 496 ; Hauriou, note sous Cons. d'Etat, 24 décembre 1897, S. 99, 3, 17 ; Rodolphe Rousseau, n° 2,950 ; Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1,037 ; Thaller, *Etude sur des actes de commerce*, *Annales de droit commercial*, t. IX, 1895, Doctrine, page 186 ; Arthuys, n° 581 ; Houpin, *Soc.*, t. II, n° 1,171.

Sont au contraire commerciales :

1° Les coopératives de production exerçant une industrie commerciale ou manufacturière ;

2° Les sociétés de production vendant à des tiers non associés. — Trib. com. Nantes, 6 juin 1886 ; Trib. com. Marseille, 17 décembre 1896, précités ; Lyon-Caen, note S., 1912, 1, 5 ; Lacour, p. 426, note 2.

Mais il faut, pour que ces dernières sociétés soient commerciales, que les tiers soient vraiment étrangers à la société et ne soient pas des associés en expectative, effectuant des versements et participant aux répartitions. Houpin, t. II, p. 610, note 2 ; Thaller, *Droit com.*, n° 798 ; Hayem, *Etude sur les soc. civ.*, p. 88.

Les auteurs discutent sur la nature civile ou commerciale des sociétés de crédit mutuel. Les uns les considèrent comme commerciales parce qu'elles effectuent des opérations de banque énumérées parmi les

actes de commerce par l'article 632 du Code de commerce. Courcelle, *Lég. ouvrière*, p. 324. Les autres admettent, comme pour les sociétés coopératives de consommation, une distinction entre elles :

Elles sont civiles si elles n'opèrent qu'avec leurs propres membres.

Elles sont commerciales si elles opèrent avec des tiers. Houpin, t. II, 1171 ; Arthuys, n° 851 ; Lyon-Caen et Renault, 1033, 3 ; Hayem, p. 169 ; Lacour, n° 681 ; Vavasseur, n° 901 ; Thaller, n° 799 ; Hubert Valleroux, R. S., 1884, 251.

M. Vavasseur estime cependant que de pareilles sociétés constituées entre commerçants pour les besoins de leur commerce sont essentiellement commerciales.

Enfin, depuis la loi du 1^{er} août 1893, toute société constituée sous la forme anonyme ou sous celle de la commandite, quel que soit son objet, est une société commerciale. Rodolphe Rousseau, n° 2,951 ; Houpin, n° 1,171 ; Marseille, 13 mars et 26 juin 1901, *J. S.*, 1902, 167 ; Douai, 11 janvier 1910, *J. S.*, 1910, 259.

Notre coopérative de reconstruction, essentiellement civile par la nature de ses opérations, ne serait donc commerciale que si elle adoptait une forme essentiellement commerciale, la commandite ou l'anonymat. Il ne saurait s'élever aucun doute à ce sujet.

Législation récente. — La législation récente n'a apporté aucune modification d'ordre général aux principes que nous venons d'exposer. Presque toutes les

lois nouvelles ont été des lois « complémentaires » ajoutant aux règles fondamentales du droit commun des dispositions spéciales qui se superposent à elles.

Aussi répétons-nous ce que nous constatons lors de notre examen historique de la législation française : *il n'y a pas chez nous de régime coopératif juridiquement organisé*. Il y a des sociétés, soumises au droit commun, constituées sous une forme quelconque, auxquelles le législateur a imposé des formalités supplémentaires ou consenti des avantages spéciaux, mais sans presque jamais s'inquiéter de leur situation juridique.

Afin de nettement distinguer les tendances de nos lois actuellement en vigueur, M. Nast propose une division très méthodique que nous lui empruntons :

Lois ne déterminant pas la forme juridique des coopératives

Ce sont les lois du 29 décembre 1906 sur les coopératives agricoles ; 4 décembre 1913 sur les coopératives maritimes ; 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché ; 13 mars 1917, titre II, sur les banques populaires.

Lois spécifiant la forme juridique des coopératives

A. Types du droit général des sociétés

Lois du 26 avril 1917, sociétés anonymes à participation ouvrière pour les coopératives de main-d'œuvre ; du 18 décembre 1913, sociétés coopératives ouvrières

de production et de crédit ; du 7 mai 1917, sociétés coopératives de consommation.

B. Types juridiques nouveaux

Lois des 5 novembre 1894 et 31 mars 1899 sur les sociétés de crédit agricole ; du 4 décembre 1913 sur les sociétés de crédit maritime ; du 13 mars 1917 sur les sociétés de crédit mutuel et de banques populaires.

On voit qu'en réalité, même parmi les lois spécifiant la forme juridique des coopératives, ces trois dernières sont les seules à avoir innové.

Toute cette législation n'a nullement trait aux coopératives de reconstruction, qui restent soumises au seul droit commun. Nous avons cru devoir la citer cependant afin d'être complet. On peut tirer de son étude quelques idées générales pour la confection d'une loi nouvelle, mais on ne saurait aller jusqu'à calquer sur l'un ou l'autre de ces textes un projet relatif aux coopératives de reconstruction. Celles-ci sont trop spéciales pour être assimilées, si peu que ce soit, à l'un quelconque des différents types existants.

De cet examen se dégage nettement la nécessité impérieuse d'une refonte générale de notre législation coopérative. En attendant cette œuvre de trop grande envergure pour pouvoir être entreprise présentement, un projet de loi spécial aux coopératives de reconstruction, particulièrement menacées, s'impose. Si l'on peut regretter en effet la complexité législative dont nous

souffrons, il n'en est pas moins vrai que les coopératives, jouissant d'un statut légal plus ou moins défini, peuvent attendre sans trop de dommages la codification souhaitée. Tel n'est point, au contraire, le cas des coopératives de reconstruction, privées de règles spéciales, et se débattant péniblement dans le dédale des controverses et des discussions. Leur rôle national les rend dignes du plus grand intérêt ; elles exigent les soins les plus éclairés et les plus dévoués de nos pouvoirs publics qui se doivent d'agir en leur faveur dans le plus bref délai.

II. — Les Coopératives de reconstruction ont une organisation administrative et comptable nulle

Il est, à côté des causes essentiellement juridiques de l'état actuel des coopératives de reconstruction, des causes matérielles non moins importantes. Parmi celles-ci, nous étudions, dans le présent paragraphe, l'absence ou la quasi-absence d'organisation administrative et comptable.

A. ORGANISATION ADMINISTRATIVE. — a) *Administration*. — Il arrive malheureusement souvent que des administrateurs de coopératives de reconstruction sont au-dessous de leur tâche. Qu'ils ne se froissent pas de cette constatation. On ne peut leur en faire reproche. Ils n'ont nullement été préparés au rôle nouveau qui leur est confié et qui exige des connaissances beaucoup plus étendues qu'on n'est tenté de se le figurer.

Mal secondés le plus souvent, les administrateurs bientôt débordés, ne savent plus à quoi faire face et mettent en péril, souvent involontairement, les intérêts de la communauté.

L'intérêt général exige qu'il soit mis ordre à cet état de choses.

Les administrateurs ne sont pas les seuls, en fait, à présider aux destinées des coopératives. On ne saurait équitablement leur imputer entièrement la responsabilité d'une mauvaise administration.

Sans compter les spéculateurs véritables dont nous avons signalé déjà le rôle coupable — et sur les agissements desquels nous reviendrons (1), — il y a, dans nos régions dévastées, de prétendus architectes et de soi-disant entrepreneurs, ignorants tout d'un métier qui n'est pas le leur, dont ils n'ont usurpé le titre que pour en réaliser les bénéfices. Leurs clients s'aperçoivent trop tard de leur ignorance et de leur imposture ; le mal est fait.

Nous pensons qu'il y a lieu, dans l'intérêt de tous, de mettre ordre à un pareil abus qui attente à la réputation des architectes et entrepreneurs honorables, qui cause aux coopératives comme aux sinistrés les plus grands déboires et qui va jusqu'à mettre en péril la sécurité publique.

M. Despagnat, dont nous avons déjà signalé le rap-

(1) Voir *supra*, p. 12, et *infra*, p. 40.

port remarquable, bien qu'un peu tendancieux, et les articles si documentés parus dans le « Journal des régions dévastées » cite également le fréquent conflit de deux coopératives rivales, établies dans le même village où leur champ d'action trop réduit paralyse leur effort. Le phénomène contraire ne manque pas de se produire parfois. Une seule coopérative embrassant plusieurs villages ne peut suffire à sa tâche ; elle amoindrit ses forces en les dispersant.

Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de ces critiques.

b) *Subventions et avances.* — Quelques personnes croient qu'indépendamment des causes spéciales, l'absence de toute subvention empêche aussi l'organisation sérieuse et rationnelle de l'administration des coopératives. Quelque économes qu'elles puissent être, les coopératives ont des frais de gestion. N'est-il pas injuste, disent-elles, de leur imposer le prélèvement de ces frais sur les indemnités qu'elles doivent toucher pour le compte de leurs membres, ce qui diminue d'autant la part de ces derniers ? Et elles ajoutent que l'Etat devrait accorder aux coopératives de reconstruction, dont il peut tirer un si grand bénéfice, une subvention distincte des avances, et se cumulant avec celles-ci.

M. Despagnat critique également l'insuffisance actuelle du taux des avances. Selon ce technicien, les sommes dont dispose actuellement la coopérative sont nettement insuffisantes. Il lui est matériellement impossible,

avec d'aussi faibles ressources, d'exercer un rôle vraiment actif et profitable, pour la mise en marche des travaux de reconstruction, il faut se montrer sensiblement plus généreux. Nous aborderons en leur lieu et place l'examen critique de ces questions.

B. ORGANISATION COMPTABLE. — L'absence d'organisation comptable a fréquemment pour résultat la dilapidation des fonds sociaux. Mais cette fin unique procède de deux causes différentes dont l'appréciation morale est tout à fait inégale. La dilapidation peut être le fait d'un parfait homme que l'inexpérience rend maladroit ou trop crédule. C'est, appliquée aux intérêts financiers de la coopérative, la même incompétence que nous relevions ci-dessus au point de vue administratif.

Les malheureux auteurs de fautes de ce genre sont eux-mêmes désespérés de leur maladresse ou de leur naïveté. Ils jurent... un peu tard qu'on ne les y prendra plus. Le résultat n'en est pas moins tristement acquis, et en admettant qu'ils soient solvables — leur fortune entière ne désintéresserait pas vraisemblablement tous ceux qui ont souffert de leur mauvaise gestion.

Ces pauvres administrateurs sont les premiers à réclamer des mesures de surveillance et de contrôle qui les protègent contre leur propre faiblesse tout en sauvegardant les intérêts communs.

La dilapidation est, malheureusement quelquefois aussi, le fait de la malhonnêteté de gens, placés à un poste de confiance dont leurs antécédents — non con-

trôlés — les rendaient indignes, ou qui, restés dans le droit chemin jusqu'alors, n'ont pas su résister à l'abominable tentation. La loi pénale les rend évidemment passibles des peines de l'abus de confiance, mais la restitution des sommes détournées sera le plus souvent impossible, celles-ci ayant été dissipées. La nature particulière des intérêts engagés dans les coopératives de reconstruction crée au législateur, à notre avis, le devoir de veiller sur eux et de les protéger par des mesures adéquates.

III. — Les coopératives de reconstruction ont un crédit inexistant

On peut trouver deux raisons à l'absence de crédit dont souffrent les coopératives de reconstruction.

La première est la résultante de tous les éléments d'instabilité que nous venons de signaler.

La seconde, dont l'exposé suit, est tout à fait spéciale. Nous verrons tout à l'heure que (1), pour guider les sinistrés dans la constitution délicate et laborieuse des coopératives de reconstruction, le Ministère des Régions Libérées a rédigé des statuts-types qu'il leur proposait comme modèle. La plupart des fondateurs adoptèrent sans modification la rédaction qui leur était suggérée, ceux mêmes qui crurent devoir y apporter quelques retouches reproduisirent presque tous, dans leur esprit

(1) Voir *infra*, p. 44.

du moins, les dispositions qui soulèvent aujourd'hui de si vives critiques de la part des entrepreneurs.

Ces dispositions figurent à l'article 8 des statuts-types ainsi conçu :

« *Démission.*— Tout membre aura la faculté de donner
« sa démission, mais le membre démissionnaire restera
« tenu de tous engagements pris par la société en ce
« qui le concerne, antérieurement à sa démission.

« Si la démission a eu lieu avant l'approbation des
« projets de construction, le membre démissionnaire
« sera tenu de prendre sa part des frais d'études et
« d'établissement des projets.

« Si la démission a lieu après l'approbation des projets
« de construction, le membre démissionnaire sera tenu
« de payer :

« Les travaux exécutés pour son compte au jour de la
« démission ;

« Les dépenses résultant pour la société du non-
« emploi des matériaux commandés ou approvisionnés ;

« Les indemnités qui pourraient être réclamées par
« les entrepreneurs pour diminution de l'importance
« des travaux ;

« Et d'une façon générale, les dépenses résultant
« pour la société du fait de l'interruption des travaux
« concernant le membre démissionnaire ».

L'idée qui a présidé à l'établissement de ce texte est une légitime pensée de sollicitude à l'égard du sinistré. On a voulu que celui-ci puisse, sans encourir de trop

lourdes conséquences, abandonner la coopérative, s'il jugeait préférable de recouvrer son indépendance absolue. Il s'ensuit un préjudice réel pour l'entrepreneur titulaire du marché de reconstruction de la coopérative. M. Despagnat en fait dans son rapport un lumineux exposé. Que peut-il se passer en effet ?

Une coopérative groupant par exemple dix sinistrés a passé avec un entrepreneur un marché de 500,000 francs. L'entrepreneur comptant sur l'exécution totale des travaux achète des matériaux, embauche des ouvriers, établit son chantier. Brusquement un associé démissionne, réduisant du montant de sa part de travaux, le chiffre global du marché; le marché de 500,000 francs ne comportera plus en réalité que 450,000 francs de travaux. Or, l'entrepreneur a passé des commandes de matériaux, fait des frais et des débours proportionnés aux 500,000 francs qu'il pensait devoir toucher. Il a droit, indiscutablement à un dédommagement; l'indemnité telle qu'elle résulte de l'article 8 des statuts-types est nettement insuffisante, et la démission peut intervenir trop facilement, par pur caprice de l'associé.

Si le sinistré a droit à toute la sollicitude du législateur, il est non moins évident que l'entrepreneur de son côté, ne doit subir aucune lésion. L'intérêt bien entendu du sinistré lui-même, exige la modification du régime présent, car les entrepreneurs dans la crainte des déboires qu'ils peuvent éprouver ne consentent des

contrats d'entreprise aux coopératives qu'à des taux très élevés couvrant leurs risques éventuels.

D'autres font signer à chaque associé individuellement, en plus du marché collectif, un engagement personnel souvent fort onéreux. D'autres encore plus catégoriques, refusent tout contrat avec les coopératives.

Le législateur a le devoir impérieux de concilier dans un esprit de large équité, les intérêts opposés des deux parties en présence.

IV. — Les coopératives de reconstruction peuvent être un objet de spéculation

Nous avons déjà décrit (1) la spéculation honteuse des agents d'affaires sans scrupules venus s'abattre sur nos régions dévastées dont ils sont le fléau.

Tantôt ils opèrent pour leur propre compte en constituant des coopératives dont ils se font nommer administrateurs, directeurs ou gérants, et passent à ce titre avec des entrepreneurs, desquels ils reçoivent une forte commission, des contrats d'exécution ruineuse pour la société.

Tantôt, véritables hommes de paille d'un entrepreneur, ils constituent la coopérative dans le seul intérêt de celui-ci et au préjudice des sinistrés. Parfois enfin, architectes ou entrepreneurs eux-mêmes, ils acceptent ouvertement l'administration d'une coopérative, s'en

(1) Voir *supra*, p. 12 et 34.

font consentir des avantages invraisemblables lors des établissements de devis ou de marchés et disparaissent au moment de la réalisation des projets et de l'exécution des travaux.

Les trop nombreux scandales auxquels ces abus ont donné naissance sont une des causes les plus directes du discrédit jeté à l'heure actuelle sur les coopératives de reconstruction. Le sinistré est particulièrement défiant, cela se conçoit sans peine. Sa fortune, déjà si éprouvée, quand elle n'est pas anéantie, ne lui permet pas de subir impunément la perte la plus légère.

Il importe de remédier énergiquement à ce mal. S'il faut que le sinistré redonne sa confiance aux coopératives de reconstruction, il faut aussi que celles-ci en soient dignes.

C'est là une œuvre de « salubrité publique » qui s'impose au législateur.

On pourrait assurément trouver d'autres causes au mal dont souffrent actuellement nos coopératives de reconstruction. Mais en les examinant de près on s'apercevra qu'elles se rattachent toutes, par leur caractère véritable, à l'une des quatre catégories principales que nous avons étudiées et qu'elles n'en sont en réalité que des modalités ; ce sont des sujets un peu variés d'une même espèce. C'est pourquoi nous avons cru préférable de négliger les détails secondaires dont l'examen n'aurait contribué qu'à obscurcir notre travail pour nous en tenir aux caractères essentiels et précis.

L'adoption de cette méthode nous permettra d'ailleurs de reproduire dans les chapitres suivants ce même plan simplifié. Nous réaliserons ainsi un véritable parallélisme de nos chapitres que l'on pourra facilement juxtaposer pour étudier simultanément *les causes du mal, les remèdes proposés et les solutions adoptées.*

CHAPITRE II

Vœux formulés. Remèdes proposés. Examen critique

Comme le précédent, ce chapitre comportera deux sections. La première exposera succinctement les vœux formulés et les remèdes proposés. La seconde sera consacrée à l'examen critique et à la discussion de ceux-ci.

SECTION I

Vœux formulés. Remèdes proposés.

Pour répondre à l'idée que nous exprimions à la fin du chapitre précédent, nous grouperons les différents systèmes suggérés, suivant leur objet, en quatre catégories :

- 1° Vœux relatifs au régime juridique.
- 2° Vœux relatifs à l'organisation administrative et comptable.
- 3° Vœux relatifs au crédit.
- 4° Vœux relatifs aux spéculations.

I. — Vœux relatifs au régime juridique.

Presque tous ceux qui ont tenté de résoudre le problème des coopératives de reconstruction ont émis des vœux tendant à les voir doter d'un régime juridique défini. Mais ceux qui ont développé leur pensée et étudié le régime le meilleur et le plus facilement applicable

sont rares. En général, on se borne à de très vagues formules.

M. Despagnat a essayé cependant de définir le régime légal le plus favorable; il arrête son choix sur la Société civile.

Dans son rapport, le Ministère des Régions Libérées ne s'est point prononcé sur la question.

Nous pensons pouvoir logiquement rattacher à cet ordre d'idée, l'étude sommaire des « statuts-types » rédigés par le ministère des Régions Libérées pour venir en aide aux fondateurs de coopératives de reconstruction. C'était un moyen indirect, en effet, de tenter une unification de régime et de forme.

Ces statuts-types, qui ne sont, bien entendu, qu'un modèle sans aucun caractère obligatoire — font adopter aux Sociétés y adhérant le régime de société civile. Mais ce régime est plus ou moins corrigé par des dispositions spéciales, telles que, par exemple, la limitation des engagements des associés (art. 33).

Cette méthode de statuts-types est assurément un louable effort du pouvoir central. Mais, d'une part, son caractère facultatif n'en peut étendre les effets à toutes les coopératives et, d'autre part, on y peut relever des causes de difficultés d'interprétation et de controverses juridiques. Nous en discuterons plus amplement tout à l'heure.

Tandis que les rapports ont été généralement très laconiques sur ce point, assurément le plus ardu de toute

la question, ils se sont étendus plus volontiers sur les circonstances matérielles dont nous abordons maintenant l'exposé.

II. — Vœux relatifs à l'organisation administrative et comptable

A. — Contrôle administratif

Aux deux ordres d'idées que nous rapportons dans notre premier chapitre correspondent deux ordres de réformes proposés :

a) Etablissement d'un contrôle.

b) Attribution d'une subvention pour frais de gestion et augmentation du taux des avances.

a) *Etablissement d'un contrôle.* — Puisque on doit se trouver souvent dans l'impossibilité de confier à des hommes rompus aux affaires l'administration des coopératives, il faut établir une sorte de tutelle destinée à surveiller les gérants ou les administrateurs éventuellement incapables. Principe des plus sages en son essence, mais de réalisation pratique difficile, croyons-nous.

Tous les rapports que nous avons lus confient à l'Etat ce rôle de contrôleur et de conseil, et la plupart du temps, on laisse au Gouvernement le soin d'organiser à sa guise les procédés à employer pour réaliser ce vœu.

M. Bellois, ancien entrepreneur, et Président du tribunal de commerce de Châlons-sur-Marne a pourtant suggéré, dans son rapport, une véritable juridiction de

contrôle. L'honorable magistrat consulaire soumet au contrôle étatisse *avant l'exécution*, les plans et devis qui ne pourront être adoptés qu'avec l'agrément de l'Etat, *pendant l'exécution* des travaux qui seront surveillés par l'Etat tant pour eux-mêmes que pour la qualité des matériaux employés, *après l'exécution*, les mémoires définitifs qui seront soigneusement révisés. M. Bellois prévoit à cet effet la création de deux commissions hiérarchisées : une commission technique, formant le premier degré de juridiction, une commission supérieure jugeant sur appel des décisions de la première, qui forme le second degré de juridiction.

Nous renvoyons ci-dessous à l'examen critique de cette proposition.

M. Despagnat, d'accord avec la fédération, propose, d'autre part, la rédaction d'une liste d'entrepreneurs offrant toutes garanties de compétence et d'honorabilité. Les coopératives devraient obligatoirement confier leurs intérêts à ces hommes spécialement recommandés et passer avec eux leurs marchés. Elle éviteraient ainsi bien des déboires.

Le même auteur souhaiterait en outre l'établissement par une commission mixte, d'un contrat-type et d'un marché-type, d'où l'on ne s'écarterait que le moins possible, afin d'éviter le retour des contrats léonins arrachés par des individus sans scrupules, à l'incompétence ou à la faiblesse d'administrateurs sans défense.

M. Despagnat propose encore l'adoption de deux

mesures spéciales. D'abord, la limitation de l'étendue du domaine d'action des coopératives, à raison d'une commune par coopérative ; ensuite, la mise obligatoire à la charge des coopératives de certains travaux préparatoires, tels que le déblaiement, la constitution des stocks de matériaux de provenance régionale, la construction d'abris pour les ouvriers, etc...

B. — Organisation comptable

L'état doit également contrôler la comptabilité de la coopérative. L'unanimité des auteurs est, sur ce point, absolue. L'emploi des avances consenties doit être surveillé minutieusement. Il faut à tout prix éviter les dilapidations et les détournements.

D'ores et déjà nous déclarons nous rallier à cette idée de contrôle financier défini.

L'engagement collectif des associés fait également l'objet de quelques critiques. Citons à ce propos l'opinion émise par le ministère des Régions Libérées d'après laquelle la limitation dans les statuts de la responsabilité des associés est jugée illégale. Ce point fera l'objet d'une étude approfondie dans notre deuxième section.

III. — Vœux relatifs au crédit

Ces vœux ont trait soit à la suppression, soit à la réfection de l'article 8 des statuts-types dont il a déjà été parlé. Nous examinerons ci-dessous cette question si complexe dans tout son ensemble.

IV. — Vœux relatifs à la spéculation

On a proposé de ne donner l'accès à la gestion des coopératives de reconstruction qu'aux seuls sinistrés. Cette mesure aurait pour résultat d'écarter de ces sociétés les spéculateurs si dangereux pour leur sécurité et d'en confier l'administration à des gens éprouvés comme leur co-associés, soumis aux mêmes difficultés et aux mêmes charges.

Nous pensons pouvoir aussi rappeler ici, l'établissement proposé par M. Despagnat de listes d'architectes ou d'entrepreneurs agréés par la fédération du bâtiment. Cette mesure orienterait le choix des coopératives, et même des sinistrés isolés, vers des hommes honorables et compétents en excluant les usurpateurs de faux titres ou de fausses qualités.

Le ministère des Régions Libérées propose en outre des sanctions pénales contre certains individus continuant à administrer des sociétés auxquelles l'Etat aurait refusé de donner son agrément.

Nous allons reprendre, en le discutant point par point, ce rapide exposé.

SECTION II

Examen critique

I. — Vœux relatifs au régime juridique

Nous nous bornons à constater l'unanimité avec laquelle est réclamée l'adoption d'un régime juridique

des coopératives. De tous nos développements précédents, il nous paraît résulter clairement que cette mesure s'impose, et qu'elle doit même intervenir à bref délai.

Mais nous avons déjà constaté combien étaient moins précis les avis émis sur le choix du régime à adopter. C'est cependant la société civile qui paraît réunir le maximum de suffrages, cela nous semble absolument logique.

Lorsque nous avons étudié l'état actuel de notre législation coopérative, nous nous sommes demandé quel caractère présentait une coopérative constituée sous une forme ne la rendant pas obligatoirement commerciale aux termes de la loi du 1^{er} août 1893 (1).

Nous avons vu que c'était la nature des opérations effectuées par cette société qui déterminait son caractère civil ou commercial. Notre coopérative de reconstruction accomplit des actes de nature essentiellement civile. Si elle se livre à des opérations commerciales, celles-ci ne sont qu'accessoires à ses opérations civiles.

Il nous semble juridique d'admettre comme régime légal des coopératives, la forme des sociétés civiles de l'article 1832 du Code civil.

A côté de l'argument juridique que nous invoquons ci-dessus, figure un argument de fait dont on ne saurait non plus négliger la valeur.

(1) Voir *supra*, p. 30.

Les sinistrés qui se grouperont en coopératives seront le plus souvent des paysans ou des petits bourgeois. Ils ont plus ou moins vaguement la notion des responsabilités que la loi fait peser sur les fondateurs de sociétés commerciales et ils en ont la terreur. Cette terreur s'accroîtra encore lorsqu'on leur proposera l'administration de ces sociétés, et jamais ils n'accepteront un poste dont ils exagéreront d'ailleurs facilement les dangers. Aussi, bien que séduits par la souplesse de la forme commerciale, par la limitation légale de l'engagement de l'associé au moyen de la commandite ou de l'action, bien qu'impressionnés aussi par l'avis émanant de personnalités aussi qualifiées que M. le professeur Wahl, et par les résultats très satisfaisants de certaines coopératives constituées sous cette forme, pensons-nous néanmoins devoir nous rallier à l'opinion de la majorité des intéressés et préconiser l'adoption de la forme civile.

Mais nous ne pensons pas non plus qu'une simple référence au Code Civil suffise. La société civile, telle qu'elle résulte des articles 1832 et suivants, n'est pas sans présenter quelques dangers. Aussi pensons-nous utile d'apporter des restrictions et des *modifications légales* au régime du Code Civil. Nous ferons donc ainsi de nos coopératives des sociétés *sui generis* adaptées du mieux qu'il nous sera possible, à la tâche qui leur incombe.

La première et la plus grave de ces modifications

aura trait à la limitation de la responsabilité des associés. L'article 1863 du Code civil stipule que : « les associés sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté chacun, pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société fut moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part ».

La dette contractée par la société se divise donc légalement en autant de parts que d'associés et ceux-ci sont tenus sur tous leurs biens du paiement de la dette, même si leur part d'associé est inférieure à leur part virile. La clause insérée dans l'acte de société qui tendrait à restreindre à leur seule part sociale la responsabilité des associés serait inopposable aux tiers. « L'acte » dont parle le Code est non point le pacte social, mais le contrat qui lie la société au créancier. La doctrine et la jurisprudence sont formelles sur ce point (Fuzier-Hermann, *Code civil annoté sup.*, art. 1863, n° 4 ; Lyon-Caen et Renault, t. II, 1077 et suiv. ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, 338 ; Huc, *Code civil*, t. XI, n° 101 ; Cass., 21 octobre 1895, S. 1898, 1, 43, D. 96, 1, 417. Seul le créancier peut renoncer au bénéfice de l'article 1863 (même arrêt, mêmes auteurs).

C'est donc à juste titre que le rapport du ministère des Régions Libérées critique l'article 33 des « statuts-types » qui stipule une clause de limitation de la responsabilité des associés. Cette clause doit faire partie du marché et non de l'acte de société.

Doit-on soumettre les coopératives de reconstruction à la faillite et à la liquidation judiciaire, ou au contraire les y soustraire ?

Beaucoup d'auteurs estiment que la faillite, loin d'être une arme dirigée contre le commerçant, est en réalité un moyen de crédit dont il dispose. La déconfiture, lente et compliquée, ne garantit pas au créancier d'un débiteur malheureux le paiement éventuel d'un dividende. C'est un prix à la course. La faillite, en infligeant aux créanciers un régime égalitaire et proportionnel, leur assure la presque certitude de ne pas perdre la totalité de leur créance. Les créanciers seront donc moins exigeants s'ils disposent de la faillite. Les avantages de cette institution ont été si bien reconnus que certaines législations étrangères ont étendu la faillite aux non-commerçants et institué une faillite civile (Par exemple le Code civil allemand entré en vigueur en 1900). En France même, on a déposé un projet de loi sur la faillite agricole.

Malgré ces arguments, nous pensons avec quelques praticiens très distingués qu'on ne saurait partager cette manière de voir. Considérant, avant tout, les déchéances de la faillite, nous croyons devoir y soustraire les coopératives de reconstruction, car on ne peut nier, en fait, les résultats qu'elle produit.

En province et à la campagne surtout, faillite est synonyme de malhonnêteté. La faillite ou la liquidation judiciaire que l'on confond avec elle, jette un

discrédit sur l'homme ou la société qui l'encourt, et si l'on ne soustrayait pas à cette procédure les coopératives de reconstruction, on en éloignerait beaucoup de sinistrés. On trouverait surtout plus difficilement encore des administrateurs, même si ceux-ci ne devaient supporter aucune déchéance de la faillite du seul être moral : la société. Cet argument, plus puissant à notre avis que l'argument contraire, doit l'emporter, selon nous.

Il est encore un point que nous devons signaler.

Aux termes de l'article 1865 du Code civil, la mort d'un associé ou sa retraite sont une cause de dissolution de la société.

Les statuts, suivant en cela l'exemple des statuts-types rédigés par le ministère des Régions Libérées, stipulent valablement qu'en cas de retraite ou de décès d'un associé, la société subsistera. Dans le dernier de ces deux cas, elle continuera de plein droit avec les ayants droit de l'associé décédé, même s'ils sont mineurs, mais ceux-ci ne représenteront à eux tous conjointement que la part de leur auteur.

Cette disposition n'a soulevé aucune critique, elle est absolument justifiée, et nous croyons qu'il serait bon de la généraliser et de l'introduire dans notre texte législatif.

II. — Vœux relatifs à l'organisation administrative et comptable

A. — Administration

a) *Etablissement d'un contrôle.* — Il est un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est la nécessité d'établir un organe de surveillance destiné à remédier à l'incompétence de beaucoup d'administrateurs de coopératives. La présence de ce contrôle, adjoint à l'administration, suppléera à l'insuffisance de celle-ci et corrigera ses défaillances.

Mais nous ne croyons pas devoir nous ranger à l'avis, pourtant presque unanime des rapporteurs en cette matière, d'après lequel on doit confier à l'Etat ce rôle de conseiller et de contrôleur technique. Nous admettons parfaitement que l'Etat, avançant des sommes souvent considérables aux coopératives de reconstruction, ait le droit de se faire rendre compte très minutieusement de l'emploi de ces sommes. Mais, nous regretterions sincèrement de voir reconnaître à l'Etat, le pouvoir de s'immiscer dans la gestion de nos sociétés essentiellement privées. Cette immixtion jugée si fâcheuse déjà avant la guerre, ne pourrait qu'être déplorée plus encore à notre époque. L'administration départementale autant que l'administration centrale est débordée, et son intrusion dans les affaires privées ne nous donnerait, croyons-nous, que des garanties illusoires. Les coopératives ne souffriront-elles pas de la

lenteur administrative, de l'esprit peu pratique des fonctionnaires de l'Etat? Nous savons tous les déboires qu'éprouve le public dès que l'Etat monopolise ou régente une administration quelle qu'elle soit, et, nous pouvons méditer plus spécialement, l'effroyable exemple des travaux d'Etat.

Nous avons pensé puisque l'on était disposé à encourager les unions et les fédérations de coopératives que l'on pourrait donner à celles-ci un large pouvoir de contrôle sur les sociétés qui leur étaient affiliées. L'envergure plus étendue de ces fédérations permet d'y trouver plus aisément que dans les coopératives nécessairement restreintes, les hommes actifs et compétents capables, soit de gérer des ensembles de coopératives, soit de surveiller leur gestion. Et nous préférons à coup sûr, l'esprit pratique des gens d'affaires rompus aux nécessités de la vie industrielle ou commerciale, à l'esprit administratif le meilleur.

On nous a objecté que l'on ne pouvait pas imposer aux coopératives de constituer des unions ou des fédérations. Ce ne peut être là qu'un vœu, dit-on, on ne saurait en faire une obligation.

Il nous semble que cette opinion est une sorte de pétition de principe. La loi projetée impose aux coopératives des obligations multiples. La constitution obligatoire de fédérations ne nous paraît pas tellement lourde qu'on doive la rejeter sans examen.

Si cependant le législateur donne gain de cause à la

conception étatiste, nous le conjurons du moins de réduire au minimum le pouvoir de contrôle gouvernemental et de laisser aux coopératives une initiative absolue et une franche autonomie. C'est ainsi que nous élevons les plus énergiques protestations contre la conception de M. Bellois qui organise une véritable tutelle des coopératives, faisant participer l'Etat à tous les actes de la société, avant, pendant et après les travaux et au moyen de commissions hiérarchisées, avec faculté d'appel de l'une à l'autre....! Jamais nos coopératives ne pourraient survivre à l'adoption d'un pareil régime. Ce serait plus que jamais la paralysie progressive et la mort.

Tout récemment le ministère des Régions Libérées émettait une idée infiniment plus rationnelle. Les coopératives, d'après ce système, ne pourraient obtenir d'avances que si l'Administration les juge régulièrement constituées. Ayant subi cette sorte de visite médicale, les coopératives seraient déclarées aptes ou inaptes à recevoir de l'Etat avances ou subventions.

Nous préférierions infiniment ce système à tous autres si l'on ne peut éviter le contrôle étatiste. Il limiterait très heureusement l'ingérence de l'Etat à des bornes raisonnables.

Nous rapportons ci-dessus le vœu de M. Despagnat tendant à voir nommer une commission mixte chargée de rédiger les clauses d'un cahier des charges type, de marchés et contrats-types. Nous craignons les lenteurs

d'une pareille méthode de travail. Les fédérations de coopératives nous paraissent tout à fait désignées pour procéder à cette rédaction d'accord avec les fédérations d'entrepreneurs, sans qu'il y ait aucune obligation pour les coopératives d'attendre le résultat de cette entente, *ou de se conformer aux types de contrat adoptés par la suite*. Il faut laisser aux coopératives toute leur autonomie pour sauvegarder leur indispensable souplesse.

En revanche, nous sommes essentiellement favorables à l'établissement d'une liste officielle d'architectes et d'entrepreneurs offrant toute garantie aux sinistrés et aux coopératives. Cette mesure d'exécution rapide et facile nous semble garantir tout aussi bien la réputation des hommes de l'art honorables, que l'intérêt de ceux appelés à recourir à leurs lumières.

Nous ne pensons pas, au contraire, devoir assigner à chaque coopérative une circonscription territoriale. Il y a pour chaque coopérative des circonstances de fait dont il faut tenir compte. On risquerait, pour remédier à un mal possible, à tomber dans un pire. En effet, M. Despagnat voudrait limiter à une commune l'étendue possible d'une coopérative. Or, bien souvent, la coopérative aura intérêt à englober plusieurs villages afin d'augmenter son importance et ses ressources alors que parfois aussi telle commune relativement étendue supportera facilement l'existence de deux coopératives voisines. Une conception aussi mathématique que celle

proposée par M. Despagnat nous paraîtrait d'un rigorisme pernicieux.

Enfin, nous n'estimons point qu'on puisse, légalement ou administrativement, *obliger* les coopératives à certains travaux déterminés. Il y aurait là un véritable abus de pouvoir. Là encore, les circonstances de fait doivent jouer en pleine liberté, et ce point spécial sera réglé souverainement par les statuts d'une part, et par les contrats d'autre part.

Pour nous résumer donc, nous préférons nettement le contrôle de particuliers qualifiés au contrôle de l'Etat. Si celui-ci est néanmoins adopté, nous conjurons le législateur de le réduire au minimum, et la forme qui nous paraît la meilleure est de se borner à un examen préalable à l'attribution des subventions et des avances. Nous approuvons l'établissement d'une liste officielle d'architectes et d'entrepreneurs, mais pensons devoir confier aux seules fédérations intéressées, et ceci très accessoirement, la rédaction de contrats et marchés types essentiellement facultatifs. Nous rejetons enfin toute idée de limitation territoriale des attributions de la coopérative et d'institution de catégories de travaux obligatoires.

b) *Subventions et avances.* — Contrairement à l'opinion de beaucoup de nos contradicteurs..., nous pensons qu'en matière administrative il faut que la main gauche n'ignore point ce que fait la main droite.

Des ministères accèdent facilement à telles disposi-

tions de loi proposées, les avantages consentis par la loi sont votés, et, lors de l'application, le ministère des finances déclare se trouver dans l'impossibilité de satisfaire aux exigences légales.

Il ne suffit donc pas d'introduire dans un texte l'octroi d'une subvention quelconque, il faut s'assurer auparavant des capacités financières du Trésor public. C'est sous réserve de cette observation que nous émettons les idées suivantes :

Les raisons techniques que font valoir si éloquemment les entrepreneurs nous font admettre la nécessité d'allouer aux coopératives de larges avances dont le taux sera à débattre. Il n'en pourra résulter que des avantages pour le pays qui réalisera un placement avantageux. Le relèvement de nos provinces dévastées, la production retrouvée des industries et du sol, assureront à l'argent déboursé un rendement inestimable. Aussi souscrivons-nous sans hésitation à cette réclamation.

On a prétendu devoir admettre avec infiniment de réserves les raisonnements présentés pour obtenir de l'Etat une subvention distincte de l'avance. Certes l'Etat, dit-on, peut réaliser quelques économies du fait du développement des coopératives. Mais ce développement, si rapide qu'il puisse être, ne sera pas instantané. L'économie ne se réalisera donc que dans quelques années, alors que la charge d'une subvention nouvelle se fera sentir immédiatement. Nos finances,

largement obérées, souffriront de se voir grevées d'un poids supplémentaire dont l'impérieux besoin ne se fait pas sentir. En effet, ajoute-t-on, puisque l'on invoque sans cesse les économies réalisées par tous les intéressés dans le régime coopératif, on peut parfaitement imputer sur ces économies le paiement des frais de gestion de la coopérative. Ceux-ci ne sont pas tellement élevés qu'ils puissent réduire sensiblement la valeur de l'indemnité strictement affectée à la reconstruction.

Nous pensons qu'un tel raisonnement n'est pas parfaitement équitable et qu'il ne satisfait pas à l'intérêt général bien entendu.

Bien des paysans ne comprendront pas que l'adhésion à une coopérative, qu'on leur recommande si chaudement de tous côtés, ait pour premier effet de réduire, si peu que ce soit, mais sans nul doute, le montant de l'indemnité à laquelle ils pensent avoir un droit intégral. Ils trouveront, non sans raison, que s'ils réalisent une économie, ils en perdent le bénéfice, en fin de compte, par ce procédé, et que c'est leur reprendre d'une main ce qu'on leur donne de l'autre. Un gros avantage de la coopérative disparaît. Ils estimeront assez justement peut-être, que l'Etat qui sait si bien ménager sa bourse à leur endroit, est infiniment plus généreux à l'égard de ses services, et qu'il vaudrait mieux gaspiller moins que de se montrer si parcimonieux à leur endroit.

D'autre part, nous ne voyons pas la raison qui s'opposerait à la suppression immédiate et radicale des travaux d'Etat absolument improductifs et d'entretien si onéreux. C'est un moyen très simple et très sûr de trouver les fonds nécessaires pour acquitter la subvention réclamée. Mais encore une fois, nous soumettons cette décision, surtout en ce qui a trait à la subvention, à l'adhésion du Ministre des finances afin que son adoption éventuelle ne soit pas un vain mot.

B. — Administration comptable

Autant nous serions désireux de voir éviter l'intrusion de l'Etat dans la gestion technique des coopératives de reconstruction, autant nous admettons la nécessité de son contrôle financier. L'État a le droit d'exiger des justifications de l'emploi des avances qu'il a accordées, et il a le devoir de surveiller la façon dont la coopérative administre les fonds destinés avant tout aux sinistrés afin d'éviter toute dilapidation.

Une loi ne peut pas déterminer l'organisation de ce contrôle. Elle ne peut qu'en admettre le principe, en chargeant le pouvoir central de procéder par voie administrative à l'établissement de son fonctionnement.

Il est un procédé que nous croyons devoir toutefois recommander plus particulièrement : c'est celui des ouvertures de crédit. On sait en quoi elle consiste. Un banquier (en l'espèce le Trésor) ouvre un compte en faveur d'un bénéficiaire (la coopérative). Celui-ci donne

ordre à son banquier de payer à un tiers créancier les sommes qu'il peut devoir à ce dernier, et ce jusqu'à concurrence de l'ouverture de crédit (en l'espèce consentie par l'Etat sur l'évaluation des dommages). L'avantage de ce procédé est de permettre un paiement direct de l'Etat au fournisseur ou à l'entrepreneur de la coopérative. Il n'y a pas double déplacement d'argent, ce que les économistes enseignent être une sécurité ; et il n'y a pas dépôt, entre les mains du gérant ou du caissier de la coopérative, d'une somme importante permettant des spéculations ou des dilapidations.

III. — Vœux relatifs au crédit

Le premier souci du législateur, en présence de l'opposition des intérêts en présence telle qu'elle nous a été révélée précédemment, doit être incontestablement le maintien de l'équité la plus parfaite entre l'entrepreneur et le sinistré.

Ce serait d'ailleurs mal comprendre l'intérêt du sinistré que de le favoriser au détriment de l'entrepreneur. En restreignant les indemnités que l'associé démissionnaire pourrait être astreint à payer à l'entrepreneur lésé par sa retraite, et surtout en ne limitant pas cette faculté très large de démission, on crée pour les entrepreneurs un véritable danger contre lequel ils se prémunissent en élevant le prix de leur marché ou en faisant signer un engagement personnel à chaque associé.

Inversement, on ne peut non plus interdire toute démission à l'associé. C'est absolument contraire à l'esprit de nos lois essentiellement libérales. On ne saurait le river à la société sans issue possible. Mais nous sommes en droit de restreindre ici par des mesures propices, l'exercice d'un droit qui peut être abusivement invoqué.

Nous avons vu ci-dessus qu'aux termes du Code Civil la retraite d'un associé entraînerait la dissolution de la société au même titre que la mort. On a jugé que le maintien d'une semblable clause serait néfaste à nos coopératives et l'on stipule actuellement dans les statuts — nous voudrions que la loi en disposât dorénavant formellement — que la société continuerait nonobstant le décès ou la retraite d'un associé.

Dans ces conditions, la démission d'un associé est donc possible de ce fait — il n'y a aucun doute sur ce point. Nous pensons que cette seule disposition satisfait amplement la liberté individuelle. Mais, il doit être entendu que la démission ne sera admissible que pour des motifs très graves rendant possible la dissolution d'une société à terme d'après l'article 1871 du code Civil (un arrêt de la Cour de Douai du 20 mai 1897, D, 98, 1, 230 déclare cet article applicable aussi bien aux sociétés constituées *intuitu pecuniæ* qu'à celles constituées *intuitu personæ*). Elle ne pourrait être prononcée que judiciairement et mettrait à sa charge l'obligation de dédommager les entrepreneurs lésés et la société elle-même, si elle en subissait quelque tort.

Nous ne pensons pas qu'on doive se montrer plus favorable au sinistré. Encore une fois ce serait aller à l'encontre de ses propres intérêts, l'expérience l'a démontré amplement par l'application de l'article 8 des statuts types.

IV. — Vœux relatifs à la spéculation

Pour éviter la spéculation que nous avons décrite dans le précédent chapitre, on propose d'exiger des administrateurs ou gérants de coopératives de reconstruction, la qualité de sinistré. Cette disposition assurera, dit-on, une garantie sérieuse due à la communauté d'intérêts existant entre l'administrateur et les associés.

Nous souscrivons sans réserve à cette disposition que nous croyons utile et nécessaire.

Toutefois, nous pensons devoir exposer ici deux objections possibles. D'abord, dira-t-on, à côté des spéculateurs, il y a de très honnêtes gens, qui, bien que non sinistrés, ont assumé par pur dévouement la gestion des coopératives de reconstruction. Ces personnes ont rendu d'éminents services aux sociétés, ce serait les payer de trop d'ingratitude que de les évincer aujourd'hui. Ensuite, on a souvent peine, nous l'avons reconnu, à trouver pour la coopérative un administrateur actif et compétent. On peut avoir un sérieux avantage à confier à un individu offrant toutes les garanties, bien que non sinistré, la gestion de la coopérative. La mesure envi-

sagée accroîtrait les difficultés de constitution ou d'action de la coopérative. Enfin l'efficacité de la mesure, ajoute-t-on encore, est illusoire. Le spéculateur invétéré tournera la loi sans grand'peine. Il achètera un immeuble endommagé, acquerra par ce moyen la qualité de sinistré, et désormais en règle avec la loi recommencera comme par le passé ses néfastes errements.

A la première de ces objections, nous répondrons que l'intérêt général, en tout état de cause, prime le particulier. Nous ne connaissons guère, d'ailleurs, de faits aussi réconfortants que ces dévouements purement philanthropiques de la part de personnes n'ayant aucune attache dans le pays. Autant nous avons assisté à la solidarité sublime des sinistrés entre eux, autant nous avons remarqué souvent l'exploitation cynique du sinistré par le non sinistré. Aussi croyons-nous devoir maintenir notre opinion, en regrettant toutefois qu'elle puisse, ça et là, causer quelque désillusion ou quelque amertume.

Nous attachons par contre plus d'importance à la seconde de ces objections. Il est certain que l'on peut trouver, dans un village où les compétences sont réduites, un non sinistré, prêtre, instituteur ou autre, tout désigné par ses qualités intellectuelles pour prendre en mains la direction de la société. Encore une fois nous croyons devoir soumettre à l'intérêt général l'intérêt particulier quel qu'il soit. Il convient de remarquer d'ailleurs, en l'occurrence, que, dans les cas précités, les

personnes venues se fixer dans le village en qualité de prêtre ou d'instituteur par exemple, tiendront de leur prédécesseur le droit aux dommages au moins immobiliers et qu'ils acquerront précisément de ce fait la qualité de sinistré.

Quant à l'hypothèse d'une fraude possible... on ne peut l'éviter. Toute loi, quelle qu'elle soit, peut être tournée, on ne saurait en arguer qu'elle est inutile. Il suffit de réprimer sévèrement la fraude. En l'espèce, nous pensons que la nullité de la nomination d'un administrateur non sinistré, accompagnée d'une indemnité à la charge de celui-ci, pour le dommage que sa nomination aura causé à la société, serait suffisante pour sanctionner la faute. Mais nous insistons vivement pour l'adoption d'une mesure qui nous paraît d'ordre public.

Nous pensons avoir suffisamment exposé les avantages et les inconvénients des différents systèmes proposés. Notre discussion, inspirée par l'unique souci de l'amélioration du régime actuel des coopératives de reconstruction, a déjà dégagé dans ses conclusions successives notre opinion personnelle.

Il nous suffira donc de reprendre d'une manière plus nette et plus précise chacun des points essentiels du débat et d'exprimer à son sujet le résultat de nos réflexions et nos avis, pour établir, dans le chapitre suivant qui terminera notre étude, les idées directrices du projet de loi tel que nous le concevons, après avoir passé en revue les différents projets élaborés.

CHAPITRE III

Le projet de loi du Gouvernement et les différentes propositions de loi. Examen critique.

Notre contre-proposition.

Idées directrices adoptées pour sa rédaction.

Ainsi que nous l'avons dit à plusieurs reprises, le Gouvernement lui-même s'était ému de la situation vraiment inquiétante dans laquelle se trouvaient les coopératives de reconstruction. Les doléances nombreuses qui lui furent exprimées à ce sujet par le groupe interparlementaire des régions dévastées le décidèrent à envisager le dépôt d'un projet de loi, et en mars 1920, M. Ogier, Ministre des Régions Libérées déposa sur le bureau de la Chambre le projet suivant :

PROJET DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les sociétés coopératives de reconstruction formées par les sinistrés en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les événements de guerre, les unions de sociétés coopératives peuvent se constituer sous la forme de sociétés civiles.

Peuvent seules bénéficier des avantages prévus par la loi du 17 avril 1919, notamment en ce qui concerne l'article 58, les sociétés qui ont été agréées par le Ministre des Régions Libérées.

Ces sociétés doivent tenir une comptabilité de leurs opérations et sont soumises au contrôle de l'Etat.

En vue de faciliter le fonctionnement des services généraux des sociétés, des subventions pourront leur être accordées par décision du Ministre des Régions Libérées, suivant un barème établi à cet effet sur avis du Ministre des Finances, sur des crédits inscrits au budget du Ministère des Régions Libérées.

Sont nulles de plein droit les cessions et délégations, soit du droit à indemnité, soit de l'indemnité consentie aux sociétés et unions de sociétés auxquelles l'agrément de l'administration a été refusé.

Sont passibles des peines prévues à l'article 405 du Code pénal, tous fondateurs et administrateurs de sociétés ou d'unions auxquelles l'agrément a été refusé, qui, après notification de ce refus, persisteraient à effectuer des opérations au nom ou pour le compte de l'Association.

Sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement tous actes, se rapportant à l'objet déterminé par les Statuts, passés par les sociétés et unions de sociétés coopératives de reconstitution ou par leurs adhérents.

Un décret rendu sur la proposition des Ministres des Finances et des Régions Libérées déterminera les conditions d'application de la présente loi et notamment les conditions dans lesquelles sera accordé l'agrément de l'administration, le mode d'attribution des subventions, la forme des comptabilités ainsi que le régime

transitoire auquel seront soumises les sociétés actuellement existantes.

*
* *

Il est assez aisé de se rendre compte, après lecture de notre étude — nous l'espérons du moins — de l'insuffisance manifeste d'un pareil projet de loi. Mais avant même d'examiner en détail les différentes dispositions du texte il est une observation d'ordre général qui s'impose de prime d'abord. C'est l'obscurité inévitablement causée par la condensation en un seul et même article de points si essentiellement différents les uns des autres.

Certes nous avons reconnu nous-même que, pour hâter le vote d'une loi de circonstance, dont l'urgence est incontestable, il fallait réduire son étendue au minimum et se contenter du nombre d'articles strictement indispensable. Il ne faut point cependant pousser ce raisonnement à l'extrême. Pour éviter un mal certain, le rédacteur du projet ministériel est tombé dans un pire. La concision n'est point obtenue par la simple réunion sous un article unique de dispositions multiples. L'œuvre du législateur est infiniment plus complexe et son premier souci doit être une constante clarté. C'est la qualité maîtresse unanimement reconnue à notre vieux Code civil, dont les articles courts et précis pour la plupart, sont en général d'une compréhension nette et facile. Nous ne pensons donc pas que la rédaction

du projet de loi puisse être ainsi maintenue. Rien ne prêterait plus à confusion que de devoir se référer non point à des articles, mais à des paragraphes d'un même article de plus d'une page de longueur.

Quant au fond, le projet de loi présente à la fois des lacunes graves et des imprécisions redoutables.

Les lacunes se rapportent aux quatres ordres d'idées que nous avons successivement examinés dans chacun de nos précédents chapitres.

A. — Régime juridique

Le projet gouvernemental, après s'en être tenu sur le régime même des sociétés coopératives de reconstruction, à une imprécision sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure, a omis de fixer différents points des plus sérieux.

1° La durée des coopératives n'est soumise à aucune règle fixe. La société peut donc être perpétuelle ce que nous considérons comme un grave danger puisque dans ce cas tout associé peut aux termes de l'article 1871 du code civil provoquer la dissolution de la société. Nous estimons qu'il faut interdire aux coopératives la possibilité d'une constitution à perpétuité.

2° Aux termes du droit commun, la société, étant un contrat conclu *intuitu personæ*, se dissout, sauf convention contraire, par la mort ou la retraite de l'un des associés. Nous avons dénoncé les inconvénients

graves qui pouvaient résulter, pour nos coopératives, d'un semblable état de choses (1).

Afin d'éviter à coup sûr à la société ces conséquences fâcheuses, nous estimons préférable d'opérer législativement, plutôt que de laisser le soin aux statuts de convenir de la continuation de la société malgré la mort ou la retraite de ses membres. Or le projet ministériel est muet à ce sujet et c'est assurément une lacune des plus graves.

3° L'article 1863 du code civil est interprété tout à la fois par la doctrine de la jurisprudence en ce sens que l'acte de société ne peut valablement contenir la moindre stipulation tendant à restreindre les engagements des associés à l'égard des tiers (2). Ce n'est que dans chacun des contrats ou marchés passés par la société avec un tiers que ce dernier peut déclarer expressément renoncer au bénéfice de l'art. 1863.

Dans l'intérêt des sinistrés comme dans celui de la coopérative elle-même, il faut nécessairement réduire à leur seule part sociale le montant de l'engagement des associés. La voie législative, comme déjà tout à l'heure, nous paraît le procédé le meilleur pour réaliser cette restriction nécessaire. Le projet de loi, en y manquant, nous paraît commettre une lourde faute.

4° Enfin rien ne figure au projet gouvernemental pour soustraire au régime de la faillite et de la liqui-

(1) Voir *supra*, p. 53.

(2) Voir *supra*, p. 50.

dation judiciaire la société malheureuse. Nous rappelons seulement les développements auxquels nous nous sommes précédemment livrés à ce sujet pour demander une mesure dont l'intérêt selon nous, ne saurait être mis en doute (1).

B. — Organisation administrative et comptable

Le projet de loi établit bien un « agrément » et un contrôle de l'« État ». Mais en confiant à un décret le soin d'en organiser tous les détails, il nous semble que le législateur laisse au pouvoir exécutif trop de latitude. Sans entrer dans l'organisation minutieuse de ce contrôle, la loi doit en fixer, croyons-nous, les règles essentielles, afin de jalonner, pour ainsi dire, le travail administratif et gouvernemental.

Nous regrettons également de ne pas voir prescrire par ce même texte législatif, l'établissement des listes d'architectes et d'entrepreneurs agréés par le Gouvernement. Il nous semble que cette disposition spéciale trouverait très logiquement sa place ici à côté des mesures de sécurité prises par le législateur en faveur de nos sociétés.

C. — Crédit

Nous avons insisté longuement, dans notre étude, sur les dommages que causait aux entrepreneurs ayant traité avec une coopérative, et par répercussion, à la société elle-même, la démission plus ou moins justifiée

(1) Voir *supra*, p. 52.

d'un ou de plusieurs de ses membres. Il suffit de se reporter à notre étude pour y trouver la critique de l'art. 8 des statuts-types (1). La loi a le devoir d'apporter un remède à cette situation en établissant un juste régime de compensations équitables, à la faculté laissée aux associés de se retirer de la Coopérative. La démission ne doit être possible que dans certains cas graves et n'être point le fait d'un pur caprice. Or le projet de loi gouvernemental passe absolument sous silence ce point des plus délicats.

D. — Spéculation

Enfin, nous avons expliqué le vœu que nous formulions de voir interdire l'accès des coopératives et surtout leur administration ou leur gestion à des non-sinistrés. C'était selon nous une mesure efficace destinée à interdire la spéculation, du moins dans une certaine mesure. Le projet de loi ministériel n'en dit mot.

A côté de ces lacunes sérieuses, le projet de loi se montre gravement imprécis.

D'abord s'il effleure quelques uns des aspects du vaste problème des coopératives, il s'en remet, en réalité, pour la plupart des cas, à un décret destiné à régler les conditions d'application de la loi. Si l'on examine les choses de près, on s'aperçoit que toutes les questions intéressantes sont laissées à la discrétion de ce décret

(1) Voir *supra*, p. 38 et 62.

pour lequel aucun délai même n'est imparti au Gouvernement. Il y a là une véritable abdication, consentie par le législateur, qui nous paraît tout à fait inadmissible. S'il est normal qu'une loi confie au Gouvernement le soin de régler les détails de son application, il est absolument antirationnel, pour ne pas dire plus, de concevoir un projet de loi, aux formules vagues et imprécises, chargeant le pouvoir exécutif de combler ses lacunes et de compléter ses dispositions.

Il est ensuite dans le projet de loi trois expressions manifestement impropres. La première figure au premier paragraphe.

« Les sociétés coopératives..... dit le texte..... *peuvent* se constituer sous la forme de sociétés civiles ».

Pour réaliser pleinement l'unité indispensable, unanimement réclamée, ce n'est point une *possibilité* qu'on doit laisser aux Sociétés, mais une *obligation* qu'il faut leur *imposer*. Aucun doute ne doit pouvoir subsister à ce sujet. La rédaction absolument défectueuse de ce texte doit être modifiée. Le projet emploie d'autre part un terme des plus fâcheux quand il parle de la forme des sociétés civiles. On doit savoir en effet que, si les sociétés commerciales revêtent une forme déterminée, les sociétés civiles n'ont point de « forme ». C'est même là leur caractère essentiel. Sans doute, nous objecterait-on, le rédacteur du projet a confondu « forme » et « régime » sans apprécier la différence un peu subtile qui sépare ces deux expressions. Il n'en est pas moins

vrai qu'on ne saurait admettre dans un texte législatif l'emploi de termes défectueux.

Enfin le paragraphe 6 du projet s'exprime ainsi : « sont passibles des peines prévues à l'art. 405 du Code pénal..... les fondateurs ou administrateurs..... qui persisteraient à effectuer des opérations au nom et pour le compte de l'association ».

Le rédacteur n'a certainement point hésité là sur la nature juridique de la coopérative. Il a seulement, dans un souci de style, voulu éviter une redite. Mais nous pensons à nouveau qu'un terme douteux ne saurait trouver place dans une loi. Il peut servir de prétexte à discussion, alors qu'il convient de prendre toutes les précautions possibles contre l'erreur, le doute et la controverse.

Toutes ces imperfections sont graves. Et si le projet de loi nous accorde quelques satisfactions, il est cependant loin de répondre à tous les vœux que nous avons formulés. Or il est essentiel que les questions si préoccupantes soulevées par l'état actuel de nos coopératives de reconstruction soient tranchées d'une manière satisfaisante et définitive. Il faut assurément agir rapidement, mais non point avec précipitation, en négligeant les points essentiels de la question. Une loi élaborée sans préparation suffisante et sans soin minutieux serait assurément plus néfaste qu'utile.

Reconnaissant la faiblesse du projet gouvernemental, deux députés, MM. Verlot et Philipoteau, ont à leur

tour déposé sur le bureau de la Chambre la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés dites coopératives de reconstruction et les unions de ces sociétés formées par des groupements de sinistrés en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les faits de guerre, peuvent se constituer soit en sociétés civiles réglées dans leurs dispositions essentielles et non contraires aux présentes par les articles 1832 et suivants du Code civil, soit en associations suivant les règles du titre III. Dans les deux cas, elles jouissent de la personnalité civile.

TITRE I

Dispositions communes aux deux formes de groupements

ART. II. — Seuls les groupements dits sociétés coopératives (sociétés civiles ou associations) qui auront reçu l'agrément de l'Administration, conformément aux dispositions suivantes, bénéficieront des avantages pécuniaires prévus par la présente loi.

Pour les associations l'agrément équivaldra à la déclaration d'utilité publique.

ART. III. — Les groupements organisés par la présente loi doivent être agréés par l'Administration.

Les conditions de l'agrément sont les suivantes :

1^o Le choix des architectes, entrepreneurs et hommes

de l'art chargés par la société de la préparation des projets, de la surveillance de l'exécution et du règlement des travaux, doit être fait sur une liste établie dans chaque département, avec le concours des groupements agréés, et dans les conditions fixées par décret ;

2° Le groupement doit tenir une comptabilité régulière et se soumettre au contrôle financier de l'Etat.

Toutes les fois que, dans une même commune, le montant des dommages immobiliers en perte subie ne dépassera pas une somme approximative de 5 millions, il ne pourra être agréé qu'un seul groupement.

ART. IV. — L'agrément sera prononcé par le préfet, sur un avis du comité spécial départemental, dans le délai d'un mois du dépôt de la demande.

A l'expiration de ce délai, les groupements qui n'auraient pas obtenu l'agrément pourront faire appel au Ministre des Régions Libérées, qui statuera dans le délai de quinzaine sur avis d'un Comité central siégeant à Paris.

ART. V. — L'agrément pourra être retiré par le ministre sur la proposition du préfet, et après avis du Comité central, pour inobservation des règles fixées par la présente loi ou pour faute lourde commise par les administrateurs.

ART. VI. — Sont dispensés de formalités et exempts de droits de timbres et enregistrement les actes nécessaires à la constitution, à la modification et à la dissolution des groupements de reconstruction agréés, à

condition que ces actes remplissent les conditions prévues à l'article 68, paragraphe 3, n° 4, de la loi du 22 frimaire, an VII, ainsi que tous les actes quelconques passés par les dits groupements ou leurs adhérents pour le fonctionnement et la réalisation de leur objet.

ART. VII. — L'Administration établira chaque année le classement des immeubles à reconstruire, par ordre d'urgence, lorsque ce classement n'aura pas été arrêté par les groupements eux-mêmes. Pour toutes les constructions, présentant la même urgence, le sort désignera l'ordre d'exécution. Le tirage au sort aura lieu en assemblée générale.

ART. VIII. — En vue de faciliter le fonctionnement des services généraux des groupements agréés, des subventions leur sont accordées par le Ministre des Régions Libérées, suivant le barème établi à cet effet, de concert avec le Ministre des Finances et sur les crédits inscrits au Ministère des Régions Libérées.

ART. IX. — Le taux des premiers acomptes prévus par l'article 44 de la loi du 17 avril 1919 devra, pour les sinistrés adhérents à un groupement agréé et dont les immeubles figureront au programme annuel d'urgence prévu par l'article 7 et établi suivant les possibilités budgétaires, atteindre 60 0/0 du prix de reconstruction de ces immeubles payables en sus des 25 0/0 prévus par le dit article au fur et à mesure de la justification des travaux exécutés ou des achats effectués.

Indépendamment des avances individuelles accordées aux sinistrés en vertu de l'article 44, paragraphe 7. de la loi du 17 avril 1919, et en vue de faciliter aux groupements agréés la constitution d'un fonds de roulement, des avances remboursables pourront être accordées aux groupements agréés par le Ministre des Régions Libérées, d'accord avec le Ministre des Finances.

ART. X. — Les départements, les communes et les établissements publics pourront, avec l'approbation de l'autorité supérieure, adhérer aux groupements agréés et participer à leur fonctionnement, au même titre que les autres associés.

Un décret contresigné par les Ministres des Régions Libérées, de l'Intérieur et des Finances, déterminera les conditions dans lesquelles s'exercera cette participation.

ART. XI. — Les sociétés de reconstruction, constituées avant la promulgation de la présente loi, sous la forme de sociétés anonymes, à capital variable, et les sociétés d'habitations à bon marché et de crédit immobilier, approuvées par arrêté ministériel pourront obtenir l'agrément du Ministre des Régions Libérées dans les conditions prévues par les articles 2, 3 et 4 de la présente loi.

ART. XII. — Dans le délai d'un mois à partir de la date de la promulgation de la présente loi, un décret rendu sur la proposition du Ministre des Régions Libérées et contresigné par le Ministre des Finances, déterminera le mode d'attribution des subventions et des

avances, la forme des comptabilités, la composition des comités départementaux et du comité central, la procédure d'établissement des listes d'architectes, d'entrepreneurs et hommes de l'art agréés et, d'une façon générale, toutes mesures relatives à l'application de la présente loi.

ART. XIII. — Dans le même délai d'un mois des statuts-types dressés par le Ministre des Régions Libérées et concernant les deux formes de groupement, soit sociétés civiles, soit associations, seront publiés. Ils détermineront obligatoirement les conditions de capacité des adhérents aux groupements, les formes des délégations et cessions, la composition des assemblées générales, le droit de vote des sinistrés, la constitution des Conseils d'administration, le dépôt des statuts à la Préfecture du département de chaque siège social.

ART. XIV. — La durée des groupements agréés est déterminée par le terme des travaux à accomplir. Ces groupements ne peuvent être dissous avant ce terme que : 1° Dans le cas d'une décision de l'Assemblée générale.

2° Dans le cas de retrait par le Ministre de l'agrément de l'administration, conformément aux prescriptions de l'article V.

La mort, la faillite, l'interdiction, la volonté d'un ou plusieurs associés ne seront pas des causes de dissolution ; les héritiers demeureront tenus des engagements de leurs auteurs ou ayants-droit.

ART. XV. — La responsabilité des administrateurs n'existera que pour faute lourde, dol, ou malversation.

ART. XVI. — Les contestations entre les associés et leurs groupements, dérivant soit de leurs obligations sociales, soit de l'exécution des travaux, soit du règlement des comptes seront jugées suivant la forme du décret à intervenir, en premier ressort par un conseil arbitral et en dernier ressort par la Cour d'appel statuant en matière sommaire.

ART. XVII. — Le décret prévu au paragraphe I de l'article III concernant l'agrément des architectes, entrepreneurs et hommes de l'art devra comporter le règlement déterminant leur responsabilité vis-à-vis des groupements et des sinistrés et les garanties de cette responsabilité par l'organisation d'une caisse commune instituée par département.

TITRE II

Sociétés civiles proprement dites

ART. XVIII. Lorsque les groupements auront adopté le régime des sociétés civiles, l'actif social se composera :

1° Des subventions accordées par l'Etat, conformément à l'article VIII ;

2° Des avances remboursables consenties par l'Etat conformément à l'article IX, paragraphe II ;

3° Des acomptes prévus au paragraphe I de l'article IX, et d'une façon générale des apports d'indemnités ou des droits à l'indemnité, qui seront réalisés

par cession ou délégation au profit de la société, à charge d'exécution des travaux correspondant à ces indemnités.

L'autorisation du tribunal prévue pour les cessions et délégations d'indemnités ou du droit à l'indemnité par les articles 8, 43 et 49 de la loi du 17 avril 1919 ne sera pas exigée pour les cessions et délégations faites aux sociétés agréées ;

4° Des bénéfices, s'il y a lieu.

ART. XIX. — Les sociétaires ne pourront se retirer de la société avant l'expiration du terme fixé pour sa durée.

ART. XX. — En fin d'exercice social, le compte des bénéfices et des pertes sera établi. Les bénéfices comme les pertes seront partagés entre les sociétaires au prorata de leurs apports.

Pour assurer le recours de la société, en cas de perte déterminée à la liquidation, la société pourra faire inscrire sur les immeubles qu'elle aura reconstruits, et à concurrence des droits qu'elle peut exercer contre chaque sociétaire, un privilège spécial qui viendra immédiatement après le privilège de l'Etat prévu à l'article V, paragraphe 7, de la loi du 17 avril 1919.

TITRE III

Associations agréées

ART. XXI. — Dans le cas où la forme d'association aura été adoptée par les groupements, la masse commune de l'association sera constituée :

1° Pour les subventions accordées par l'Etat en vertu de l'article VIII ;

2° Par les libéralités qui pourront être faites à l'association ;

3° Par les cotisations volontaires des sinistrés, quel qu'en soit le montant ;

4° Par les bénéfices, s'il y a lieu, réalisés sur les opérations particulières concernant chaque sinistré.

Les indemnités et avances sur indemnités seront portées au compte individuel de chaque sociétaire et rigoureusement affectées aux travaux de reconstruction de ces immeubles.

ART. XXII. — Le compte de chaque sociétaire sera liquidé aussitôt l'achèvement des travaux accomplis pour ce sociétaire. Si l'opération se solde par une perte, cette perte sera réglée immédiatement par le sinistré et le recouvrement en sera garanti par le privilège prévu à l'article XX. S'il y a au contraire bénéfice dans l'opération particulière liquidée, le bénéfice sera mis en réserve et affecté au fonds commun jusqu'à la liquidation de l'association.

ART. XXIII. — Le reliquat du fonds commun sera affecté tout d'abord au profit des sinistrés qui auraient subi un préjudice spécial par suite de l'ordre de classement et de l'augmentation des cours résultant de cet ordre. S'il reste un reliquat de fonds commun, l'emploi sera fixé par décision de l'assemblée générale.

ART. XXIV. — Les sociétaires pourront donner leur

démission à toute époque de la durée de la société et ils seront tenus des engagements pris par la société en vue de la reconstruction de leurs immeubles, sans être tenus d'autres engagements.

Après le projet ministériel, cette proposition de loi étendue semble approfondir plus sérieusement la matière. Mais, outre une rédaction parfois obscure, elle présente malheureusement aussi de bien graves défauts que nous ne pouvons passer sous silence. Nous allons le plus rapidement possible — afin de ne pas lasser l'attention du lecteur — en donner un aperçu succinct. Les développements précédents permettront aisément de les saisir et de les apprécier.

Régime juridique. — Dès son premier article, la proposition de MM. Verlot et Philippoteau nous frappe par la dualité des régimes qu'elle admet en faveur des coopératives de reconstruction, sociétés civiles ou associations. Une pareille solution nous paraît tout à fait inadmissible. Le régime des sociétés civiles établi par les articles 1832 et suivants du Code civil est essentiellement différent des règles imposées aux associations par la loi du 1^{er} juillet 1901. Les différences entre la société et l'association sont radicales, et nous ne pouvons que renvoyer à notre discussion antérieure sur ce sujet (1).

(1) Voir *supra*, p. 24.

Grouper sous un ensemble de règles communes ces deux organismes nettement distincts nous paraît contraire aux principes juridiques sans présenter d'utilité pratique. L'association, avec les formalités qu'elle entraîne (déclarations, etc.), ne répond pas à l'idée que nous nous faisons de la coopérative productrice de travail et d'énergie et nous ne voyons rien qui puisse justifier une préférence en sa faveur.

D'autre part, si le législateur a le pouvoir absolu d'apporter aux lois antérieures toutes les modifications qu'il juge nécessaires et bienfaisantes, il doit néanmoins se montrer d'une extrême prudence. Sa modération est plus indispensable encore lorsqu'il procède par voie indirecte, c'est-à-dire quand il ne s'attaque pas de front à la réforme d'une loi fondamentale, mais qu'il ne fait qu'apporter des dérogations à ses principes généraux dans une loi spéciale. Entraîné par les cas d'espèce qu'il envisage, il risque, s'il n'y prend garde, de saper, par d'imprudentes exceptions, la base même de l'édifice principal qu'il n'a point en vue, et dont il compromet la solidité.

Il devra donc s'efforcer de respecter nos vieilles lois éprouvées et sûres toutes les fois que faire se pourra. Si déjà nous apportons au Code civil des additions et des rectifications, il nous paraît que l'on peut éviter de porter atteinte à la loi de 1901, si délicate et si spéciale, dont l'économie ne saurait s'accommoder de bien des dispositions de la présente loi.

Enfin la dualité de régime laisse subsister un des défauts les plus graves de l'organisation actuelle des coopératives : la multiplicité des régimes juridiques applicables. En n'unifiant point d'une manière absolue la législation coopérative en matière de reconstruction, la proposition de loi manque incontestablement un de ses principaux buts. Cette lacune apparaît plus grave encore à la lecture de l'article 11, qui accorde aux sociétés constituées antérieurement à la promulgation de la loi nouvelle, *sous quelque forme que ce soit*, le pouvoir d'obtenir, *sans se transformer, et en gardant par conséquent leurs formes multiples*, l'agrément leur permettant de bénéficier des avantages de cette nouvelle loi. Il y a là une défaillance incompréhensible. En négligeant une des causes les plus réelles et les plus sérieuses des maux que nous avons dépeints, en ne réalisant pas l'unité de régime des coopératives, la loi deviendra en grande partie inutile et vaine, et ses efforts suivants dénués d'efficacité.

Contrôle de l'Etat. — Maintes fois déjà nous avons exprimé notre opinion sur les effets désastreux de l'Etat dans les affaires privées. C'est dire que nous désapprouvons le système d'agrément gouvernemental préconisé par les éminents rédacteurs de la proposition de loi en leur article 2. Mais nous nous élevons avec une énergie plus ardente encore contre les dispositions de leur article 3 qui permettent le retrait de cet agrément. Ainsi donc non seulement il faudra que nos coopératives

sollicitent une autorisation des pouvoirs publics, mais encore seront-elles exposées à se voir retirer cette autorisation suivant le bon plaisir de l'administration. L'article 5, me répondra-t-on, énumère limitativement les cas dans lesquels ce retrait sera prononcé. C'est exact, mais dans cette énumération figure précisément un terme très extensible... « la faute lourde » des administrateurs ! Quel sera le criterium de distinction entre la faute lourde et la faute légère ? Quels actes placer dans l'une ou l'autre catégorie ? N'est-ce pas la porte ouverte à l'arbitraire ou au caprice ? C'est aussi faire subir aux seuls associés les conséquences de la faute de leurs administrateurs ! ce qui est essentiellement inique.

Non moins redoutable d'ailleurs est l'intervention gouvernementale instaurée par l'article 13 dans la rédaction des statuts-types, qui « devront obligatoirement déterminer les conditions de capacité des adhérents au groupement etc..... » Ces statuts-types seront-ils obligatoires ? La loi ne le dit pas. Ce serait d'ailleurs une atteinte exorbitante à la liberté des conventions. N'ont-ils que la valeur d'un conseil ? il ne faut point alors leur laisser le soin de résoudre des points aussi importants que la capacité des adhérents, par exemple.

Il y a là matière évidente à discrimination et à réfection.

Critiques diverses. — Les rédacteurs de la proposition ont violé sur un autre point encore les règles traditionnelles de notre droit français. Ils ont institué,

en leur article 16, une véritable clause compromissoire. Nous ne voyons pas l'utilité d'échafauder une juridiction nouvelle pour trancher des litiges de pur droit commun. Nous faisons appel à nouveau à la prudence et au respect des principes établis pour engager le législateur à abandonner la voie des innovations hasardeuses et peut-être dangereuses.

C'est pour la même raison, ou parce qu'au contraire ils ne font que reproduire les solutions du droit commun que certains articles (les articles 15 et 17 par exemple) nous paraissent charger bien inutilement la loi de solutions lourdes et compliquées.

Relevons pour terminer une différence de traitement inadmissible entre les deux régimes proposés par le législateur aux coopératives.

Toutes les faveurs vont à l'Association, toutes les rigueurs à la Société civile. Les conséquences de cette situation sont faciles à prévoir, le choix se portera sur le régime privilégié tandis que l'autre sera abandonné. Si les rédacteurs de la proposition pensent avoir de sérieuses raisons de se méfier des sociétés civiles, qu'ils interdisent nettement l'adoption de ce régime aux coopératives. Cette solution serait encore préférable à une ambiguïté dont le résultat certain sera l'obscurité, l'incertitude... en un mot la consécration légale de l'état de choses actuel, auquel nous avons si instamment demandé qu'il fût porté remède.

Ces différences de traitement se manifestent notam-

ment par l'interdiction de toute démission possible des associés civils (art. 19) alors que cette faculté est accordée aux membres de l'association (art. 24). Nous avons déjà exprimé l'opinion qu'il fallait entourer la démission de toutes les garanties nécessaires en faveur de la société, comme des tiers qui ont traité avec elles, mais nous pensons aussi qu'interdire toute retraite à un associé serait porter une atteinte abusive à sa liberté individuelle.

En outre l'article 20 accorde à la société civile un privilège sur les immeubles reconstruits par elle, pour garantir son secours contre les associés en cas de pertes lors de la liquidation. S'agit-il d'abord de pertes véritables ou simplement d'un dépassement des prévisions? Dans ce dernier cas on pourrait à la rigueur admettre ce privilège, en remarquant toutefois que la coopérative, en ce cas, serait subrogée au privilège légal des architectes et entrepreneurs en vertu de l'article 2110 du Code civil.

Mais s'il s'agit de pertes véritables, dues, soit à une mauvaise gestion, soit à des circonstances malheureuses, l'admission du privilège détruirait la limitation des engagements des associés à leur seule part sociale puisque le privilège, droit indivisible, porterait sur l'immeuble tout entier, et non point seulement sur les constructions et édifices, et pourrait aboutir à la vente forcée de l'immeuble du sinistré. C'est l'étendue même de cet engagement que l'on a voulu précisément éviter !

Quel est le sinistré qui accepterait de consentir à adhérer à une Société sous de pareilles menaces !

L'article 22 réglementant la liquidation des associations déclare que le recouvrement des pertes éventuelles « sera garanti par le privilège prévu à l'article 20 ». C'est donc que le législateur étend aux associations elles-mêmes ce privilège spécial — mais nul texte ne l'établit formellement. En admettant même, par impossible, le maintien de ce privilège, il serait de toute nécessité de ne pas se contenter de la seule énonciation de l'article 22 nettement insuffisante.

Enfin l'article 24 contient la même erreur de terme que le projet ministériel. Au titre des « Associations » il emploie le mot « société ».

On ne peut tolérer une semblable confusion dans une loi. La distinction profonde qui sépare la société de l'association, est à la base de toute discussion juridique sur la matière, le législateur doit le premier la respecter et la sauvegarder.

Telles sont les critiques les plus importantes que nous avons cru devoir adresser à cette proposition de loi. Il en est d'autres, secondaires, qu'il serait fastidieux de rapporter ici tout au long. Les divergences flagrantes qui séparent ce texte des idées que nous avons personnellement émises les feront aisément saisir (1).

(1) Signalons entre autres les dispositions de l'art. 3 limitant le champ d'action des coopératives, les atteintes fréquentes portées à l'autonomie sociale et à la liberté individuelle, l'absence d'une clause restreignant aux seuls sinistrés le pouvoir d'administrer les coopératives, la restriction de

Pour réagir contre le projet ministériel trop général, les rédacteurs ont voulu légiférer sur les détails les plus infimes de l'organisation sociale, ils sont tombés dans l'excès contraire, et leurs intentions excellentes et louables les ont amenés à faire une œuvre dangereuse au premier chef, contenant pour nos coopératives un germe de paralysie et de mort. Aussi tout en reconnaissant à l'œuvre de MM. Verlot et Philippoteau les plus grands mérites, sommes-nous au regret de ne pouvoir adhérer à leurs conceptions.

Très justement mécontents du projet gouvernemental, et estimant inacceptable la proposition de loi Verlot, MM. René Gougé et Lucien Hubert, sénateurs, ont à leur tour déposé une proposition de loi qui nous paraît à la fois infiniment plus juridique et plus rationnelle. Bien que nous ne puissions encore l'accepter sans réserves, nous la prendrons, après quelques critiques et quelques modifications comme base de la rédaction que nous avons personnellement tentée.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER. — Toutes personnes, y compris les départements, communes et établissements publics,

la responsabilité des administrateurs en face de l'extension des engagements des associés, le calcul dans *l'actif* social de sommes *prêtées* par l'Etat et non données par lui, et qui constituent donc un *passif*, enfin au point de vue strictement économique la répartition bénéficiaire calculée au prorata des apports et non des opérations effectuées avec chaque associé ce qui est essentiellement contraire au principe coopératif, etc., etc.

ayant la propriété ou la jouissance d'immeubles détruits ou atteints par les faits de la guerre, peuvent former entre elles des sociétés coopératives, suivant les règles du Code civil et les dispositions de la présente loi, en vue de la réparation ou de la reconstruction des immeubles.

Les sociétés coopératives ainsi constituées peuvent se grouper en Unions ou Fédérations. Les unes et les autres sont investies de la personnalité civile.

ART. 2. — La durée de la société est déterminée par la réalisation de l'objet pour lequel elle a été constituée. Elle ne prend pas fin par le décès, l'interdiction, la faillite, la liquidation judiciaire, la déconfiture de l'un de ses membres. Dans ces divers cas, les représentants ou ayants droit de cet associé font de plein droit partie de la société, en son lieu et place et aux mêmes conditions.

Aucun associé ne peut se retirer de la société avant la fixation par l'autorité compétente, de l'indemnité à laquelle il prétend, ni après qu'il a pris l'engagement de faire réparer ou reconstruire ses biens immobiliers.

ART. 3. — Les associés sont tenus des dettes et des obligations de la société jusqu'à concurrence de leur part sociale et dans la mesure des travaux qu'elle a fait exécuter pour leur compte.

ART. 4. — La société est administrée par un conseil composé de trois à sept personnes attributaires d'indemnités, en vertu de la loi du 17 avril 1919. Il délègue,

au besoin, ses pouvoirs à l'une d'entre elles, et confie la direction ou l'exécution des travaux et des opérations de la société à des tiers qualifiés par leurs connaissances techniques ou professionnelles.

Le Conseil d'administration peut convoquer le Préfet ou son délégué à ses délibérations et l'entendre à titre consultatif.

ART. 5. — La société ne peut contracter qu'avec des architectes, ingénieurs, entrepreneurs ou hommes de l'art choisis dans les conditions déterminées par une commission spéciale qui sera instituée par le Ministre des Régions Libérées.

Tout autre contrat sera nul de plein droit.

Les marchés de fournitures et les contrats d'entreprises, dont le montant excédera 10.000 francs devront, pour être valables, être établis conformément aux cahiers des clauses et conditions générales, et aux modèles dressées par le ministère des Régions Libérées.

Le Conseil d'administration détermine l'ordre des travaux à exécuter pour le compte des associés, s'il n'a été fixé d'une manière générale par l'autorité supérieure.

ART. 6. — Toute société est obligée de tenir une comptabilité régulière. Si plusieurs sociétés se réunissent en fédération, leur comptabilité peut être centralisée au siège de la Fédération.

Les opérations financières de la société sont soumises au contrôle des inspecteurs des finances ou des agents de

l'Etat désignés pour s'assurer de leur régularité et de l'emploi des fonds.

ART. 7. — La dissolution de la société ne peut être prononcée avant le terme convenu que pour des motifs graves dûment justifiés, soit à la majorité des trois quarts des adhérents, soit par les tribunaux.

Les dispositions de la loi sur la déconfiture civile lui sont seules applicables, même si elle s'est livrée à des opérations commerciales.

ART. 8. — Les actes passés par la société se rapportant à l'objet déterminé par ses statuts, sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement. Elle est également affranchie des impôts et contributions de toute nature.

ART. 9. — Les sociétés coopératives, instituées conformément aux dispositions de la présente loi, ont droit, en outre des avantages prévus par la loi du 17 avril 1919, à des avances pour fonds de roulement et acquisitions de matériaux. Des subventions peuvent aussi leur être accordées par l'Etat. Ces avances et subventions sont fixées par des barèmes établis par le Ministre des Régions Libérées, après avis du Ministre des Finances.

Tous paiements de l'Etat aux sociétés coopératives de reconstruction ou pour leur compte sont effectués au moyen d'ouvertures de crédit, chez les trésoriers payeurs généraux, les receveurs des finances et les établissements désignés à cet effet.

ART. 10. — Les sociétés ou unions des sociétés de

sinistrés, déjà constituées sous quelque forme que ce soit, en vue de la réparation ou de la reconstruction d'immeubles détruits ou atteints par les faits de la guerre, seront admises au bénéfice de la présente loi, si elles ont sollicité dans les trois mois de sa promulgation l'agrément du Ministre des Régions Libérées et après qu'elles l'aurent obtenu.

A défaut, elles devront justifier de l'emploi des fonds qui leur auront été remis. Si cette justification n'est pas rapportée, les administrateurs seront tenus solidairement avec elles de rembourser à l'Etat le montant des avances qu'il leur aura faites en espèces ou en nature.

Certes cette proposition de loi est infiniment supérieure aux deux projets précédemment examinés. Nous ne la croyons pas encore cependant à l'abri de tout reproche.

Il est une première observation d'ordre général s'appliquant à l'ensemble de la proposition et qui a trait à sa rédaction même. Il nous semble qu'elle eût gagné à être rédigée dans un style moins dilué, plus concis, plus net, partant plus ferme et plus énergique.

Cette question préjudicielle éliminée nous croyons devoir signaler très sommairement encore quelques points principaux du projet qui nous paraissent défectueux.

D'abord, les rédacteurs de la proposition interdisent toute démission à l'associé (art. 2). Il est superflu de

rappeler les raisons qui nous font refuser une pareille conception.

L'article 3 de la proposition restreint ensuite fort équitablement et fort sagement l'engagement des associés à leur seule part sociale.

Pourquoi alourdir ce texte de ces mots « et dans la mesure des travaux qu'elle a fait exécuter pour leur compte ». De deux choses l'une, ou bien il n'y a dans cette phrase que la répétition d'une même idée, et dans ce cas on doit la supprimer car elle peut prêter à la confusion en rendant possible l'interprétation que nous allons discuter, ou bien les auteurs ont voulu prévoir un des cas spéciaux suivants :

Normalement, la part sociale de chaque associé est représentée par ses droits à l'indemnité de l'Etat. Comme contre-partie de cet apport, l'associé a droit à l'exécution des travaux qui justifient cette indemnité. Si cette exécution s'effectue sans difficultés, si toutes les prévisions s'accomplissent, il y aura un rapport d'égalité entre la part sociale et la valeur des travaux à exécuter.

Dans ce cas les deux termes de l'article peuvent jouer simultanément, ils sont pour ainsi dire interchangeables, ils font double emploi mais ne créent aucune difficulté.

Mais si par le fait d'un accident imprévu l'équilibre est rompu entre ces deux facteurs, quelle solution devra-t-on appliquer ?

Dans cette hypothèse deux cas peuvent en effet se produire :

a) Les travaux exécutés sont inférieurs à la part sociale. Ceci peut se produire dans le cas de la dissolution anticipée de la société pour une cause quelconque. Les travaux *exécutés*, mais non pas *achevés* représentent une valeur nettement inférieure à la part sociale.

En présence de la dualité des termes de l'article 3 lequel choisir, la valeur de la part sociale ou celle des travaux ?

b) Les travaux exécutés ont dépassé la valeur de la part sociale.

Le sinistré profite des travaux en cours pour réaliser des embellissements ou des améliorations ne rentrant pas dans l'évaluation de son indemnité. Dans ce cas encore, quelle solution adopter ?

On peut parfaitement admettre en cette matière trois théories possibles. On peut, dans tous les cas, limiter à sa seule part sociale la responsabilité de l'associé. Il sera tenu au-delà de la valeur de ses travaux en cas de dissolution anticipée, en deçà au cas de dépassement des projets et prévisions. On peut voir là une sorte de forfait tacite.

On peut encore admettre que la responsabilité de l'associé sera subordonnée à la valeur des travaux exécutés pour son compte. Ce système a le sérieux avantage d'engager l'associé qui se livre à des travaux dépassant la valeur de sa part sociale, mais en revanche

il limite son engagement en cas de dissolution anticipée, ce qui peut présenter un grave inconvénient pour les tiers. Il peut même l'exonérer de toute responsabilité si aucuns travaux n'ont été commencés sur son immeuble. Ce système nous paraît de ce fait inadmissible.

Enfin un troisième système peut consister à soumettre la responsabilité de l'associé à sa part sociale, en principe, mais à élever le montant de son engagement à la valeur des travaux exécutés pour son compte dans le cas où ceux-ci seraient supérieurs à la valeur de cette part. Ceci pour sauvegarder les intérêts des tiers et ceux de la société elle-même. C'est sans doute là ce qu'ont voulu dire les rédacteurs de la proposition.

Quel que soit le système adopté la rédaction de l'article 3 est défectueuse. Si l'on est partisan du système de la part sociale, il faut supprimer, pour éviter toute confusion, l'adjonction « et dans la mesure des travaux qu'elle a fait exécuter pour leur compte ». — Si l'on est partisan du système de la valeur des travaux il faut supprimer l'énonciation de la valeur sociale. Si enfin on admet le système composé, il faut nécessairement préciser les cas où l'on devra appliquer l'une ou l'autre des solutions contradictoires.

L'article 4 — *in fine* — prévoit la convocation du préfet ou de son délégué aux délibérations du Conseil d'Administration. Nous avouons désapprouver formellement cette mesure pour deux raisons.

La première est que c'est infliger au préfet déjà surchargé des besognes les plus diverses et les plus éloignées même de l'esprit de ses fonctions, une tâche lourde et fastidieuse incompatible avec son autorité. Si chaque conseil d'administration use quelquefois seulement de cette faculté légale, il sera facile de se rendre compte de ce que représenteront pour le préfet ou son délégué ces allées et venues répétées dans le département tout entier !

La seconde est l'influence qu'exercera le préfet et surtout son délégué sur l'administration de nos sociétés. Nous retombons dans la fâcheuse erreur du contrôle d'État et de la surveillance étroite de la gestion des coopératives. L'esprit administratif, si profondément différent de l'esprit industriel et commercial, seul guide sûr et seul agent efficace de prospérité et d'activité, engourdira ces organismes privés que nous voulons énergiques, puissants et producteurs.

Ce sont ces mêmes arguments qui nous font repousser l'adoption du second alinéa de l'article 5. De plus, ainsi que nous l'avons exprimé plus haut, il nous paraît impossible, tant il y a de situations diverses, d'établir un cahier des charges général et des contrats-types généraux. Cette pratique heurterait nécessairement de légitimes aspirations et entraverait de très honnêtes combinaisons.

Enfin il est un dernier article que nous ne pouvons approuver, c'est l'article 10.

Au lieu d'impartir purement et simplement aux sociétés existantes un délai pour se conformer aux dispositions nouvelles, l'article 10 déclare que ces sociétés « seront admises au bénéfice de la présente loi si elles ont sollicité dans les trois mois de sa promulgation l'agrément du Ministre des Régions Libérées et après qu'elle l'auront obtenu ! »

Le premier vice capital de cette disposition est d'établir une intrusion de l'Etat dans les sociétés privées. Nous avons suffisamment développé cette idée pour n'y point revenir.

La seconde erreur précédemment signalée déjà dans la proposition de loi Verlot est de ne point réaliser l'unité législative si ardemment désirée, et justement considérée comme une des plus grandes nécessités de la loi attendue. « Admettre quelqu'un au bénéfice d'une loi », ce n'est nullement soumettre cette personne aux règles imposées par cette loi, mais bien au contraire créer en sa faveur une exception, en lui permettant de tirer avantage de toutes les dispositions favorables de cette loi sans avoir à en remplir les obligations impératives. On ne saurait interpréter autrement cette rédaction. Or nous répétons que si la loi ne réalise pas cette unité de régime unanimement réclamée, elle manquera son but; toutes ses autres dispositions seront inefficaces.

L'article d'ailleurs se détruit lui-même par la rédaction défectueuse de son second paragraphe. « A défaut,

dit-il, elles devront justifier de l'emploi de leurs fonds...., etc... ».

Si nous comprenons bien cette restriction, d'ailleurs assez obscure dans sa forme, cela signifie que si elles n'ont point sollicité ou obtenu cet agrément ministériel, elles devront justifier de l'emploi de leurs fonds. Donc, *a contrario*, si elles ont obtenu l'agrément ministériel, elles ne seront point tenues de fournir cette justification. Ce n'est assurément pas ce qu'ont voulu dire les éminents auteurs, c'est néanmoins la solution qui découle obligatoirement de la rédaction fâcheuse de ce paragraphe. Comme il serait infiniment plus simple d'impartir tout simplement aux sociétés existantes un délai pour se soumettre aux dispositions de la loi nouvelle !

Cela pourra gêner sans doute quelques sociétés honorables et prospères, mais l'intérêt général commandant l'unification absolue du régime des coopératives de reconstruction, les intérêts particuliers doivent se soumettre, quelque légitimes que puissent être leurs doléances.

Enfin cet article s'achève sur une disposition exorbitante. En déclarant les administrateurs de ces sociétés anciennes solidairement responsables avec elles du remboursement des avances, les auteurs, quel que soit le motif de cette mesure, apportent une aggravation terrible à la situation actuelle de personnes qui n'auraient certainement point accepté d'assumer ces fonc-

tions, si elles avaient pu prévoir une pareille responsabilité.

C'est violer délibérément (mais non pas ouvertement, et le fait n'en est que plus grave) le principe fondamental de toute notre législation, la non-rétroactivité des lois. C'est porter atteinte aux règles les plus sacrées de tout notre système juridique. De pareilles mesures, essentiellement dangereuses et lourdes de conséquences, ne pourraient se motiver que par des considérations d'exceptionnelle gravité, que l'on est loin de rencontrer ici.

Quelle que soit la sévérité dont nous avons fait preuve à l'égard de cette proposition, nous devons reconnaître que de toutes celles examinées, elle est assurément la meilleure. Aussi nous permettons-nous d'en faire la base d'un projet personnel.

En nous inspirant des travaux de M. René Gouge, dont l'incessant labeur et le dévouement inlassable à la cause des sinistrés sont aujourd'hui universellement connus, nous ne pouvons puiser à meilleure source.

Après avoir si bien montré les défauts de ces différents textes, il nous a semblé indispensable en effet de tenter à notre tour la rédaction d'un contre-projet possible. Si la critique est aisée, l'art est difficile, et nous n'avons pas voulu nous dérober à cette œuvre délicate. Il était juste, puisque nous nous étions montré si sévère à autrui, d'exposer au lecteur ce que nous étions capable de proposer aux lieu et place du projet gouverne-

mental. Il n'y a dans ce fait aucune présomption, et nous n'agissons que dans le seul espoir de faire œuvre utile.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés coopératives de reconstruction sont des sociétés civiles. Elles sont soumises aux articles 1832 et suivants du Code civil, modifiés et complétés par les dispositions spéciales de la présente loi. Elles doivent obligatoirement être constituées à terme.

ART. 2. — Ces sociétés ne peuvent à aucun moment être déclarées en faillite ou en liquidation judiciaire, et sont soumises au seul régime de la déconfiture civile.

ART. 3. — Nul ne pourra faire partie, à un titre quelconque, d'une société coopérative de reconstruction, et spécialement en être nommé administrateur, directeur ou gérant, s'il n'est lui-même sinistré. Toute nomination faite en contravention du présent article est nulle de droit. Celui qui en aurait été l'objet sera tenu personnellement de tous dommages-intérêts, tant envers la société elle-même qu'envers les associés et les tiers lésés, pour le dommage que sa nomination irrégulière aura pu leur causer.

ART. 4. — Les associés ne sont personnellement responsables, à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant de leur part dans la société. Toute conven-

tion tendant à étendre les limites de cet engagement sera considérée comme nulle et non avenue.

ART. 5. — La société ne sera pas dissoute par la retraite, la déconfiture, la faillite, l'interdiction ou le décès d'un ou plusieurs associés. Dans ce dernier cas notamment, elle continue de plein droit avec les ayants droit de l'associé décédé, auquel échoit l'immeuble sinistré, mais ceux-ci ne peuvent représenter conjointement que la part de leur auteur dans la société.

ART. 6. — Aucun associé ne peut démissionner avant le terme fixé, si ce n'est pour une des causes graves, qui, aux termes de l'article 1871 du Code civil, auraient pu motiver la dissolution anticipée de la société. En cas de conflit tout pouvoir d'appréciation est laissé aux tribunaux. L'associé démissionnaire est tenu d'indemniser la société, les associés ainsi que tous tiers lésés par sa retraite, sans pouvoir s'exonérer de cette charge ou la réduire par quelque convention contraire que ce soit.

ART. 7. — Les coopératives de reconstruction, reconnues par l'Etat comme étant régulièrement constituées conformément aux dispositions de la présente loi, recevront des avances ou des subventions.

Les avances sont de 50 0/0 du taux des dommages évalués par l'architecte de la société choisi conformément aux dispositions suivantes. Les subventions seront allouées selon un barème fixé par décret dans le mois de la promulgation de la présente loi.

Il sera dressé sous le contrôle de M. le Ministre des

Régions Libérées, une liste d'architectes et d'entrepreneurs présentant toute garantie d'honorabilité. Les coopératives de reconstruction ne peuvent, choisir d'autres architectes ou entrepreneurs que ceux figurant sur cette liste.

ART. 8. — Le Ministère des Régions Libérées exercera par lui-même ou par mandataire, un contrôle financier sur la gestion des fonds alloués aux coopératives. L'organisation de ce contrôle sera établie par arrêté dans le mois de la promulgation de la présente loi.

ART. 9. — Les coopératives peuvent se grouper en unions ou fédérations de coopératives. Ces sociétés sont soumises aux mêmes règles que les coopératives elles-mêmes. Elles exercent un contrôle direct sur la marche des sociétés qui leur sont affiliées et les aident de leur expérience et de leurs conseils. Elles peuvent provisoirement administrer une coopérative privée d'administrateur compétent.

ART. 10. — En cas d'absence de fédération de coopérative, le rôle de surveillance et de conseil de celle-ci incombe à l'Etat. Mais dans ce cas, l'Etat ne peut jamais assumer l'administration provisoire d'une coopérative quelle qu'elle soit.

L'organisation de ce contrôle éventuel fera l'objet d'un arrêté ministériel dans le mois de la promulgation de la présente loi.

ART. 11. — Un délai de deux mois est imparti aux coopératives de reconstruction actuellement existantes

pour se conformer aux dispositions de la présente loi.

ART. 12. — Sont exemptés de tous droits de timbre et d'enregistrement tous les actes nécessaires tant à la constitution des coopératives de reconstruction qu'à l'exercice de leur objet social.

Ce texte n'est autre chose que la condensation en formules législatives des conclusions que nous avons dégagées, au cours de notre étude, de chacune des discussions successivement examinées. Néanmoins, pour en faciliter la compréhension, nous avons cru devoir reproduire ici, comme en un commentaire très succinct du projet, les idées directrices ayant présidé à sa rédaction.

I. — Dispositions relatives au régime juridique des coopératives

Conformément au vœu unanime, nous dotons les coopératives de reconstitution d'un régime légal obligatoire.

Le régime qui nous paraît juridiquement, logiquement et pratiquement s'adapter le mieux à nos coopératives est celui des sociétés civiles (art. I) tel qu'il est défini par les articles 1832 et suivants du Code civil. En effet, les opérations des coopératives de reconstruction sont essentiellement immobilières d'une part, et d'autre part on pourrait craindre chez des paysans toujours timorés, une certaine hésitation à assumer la responsabilité de fondateur ou d'administrateur de société commerciale,

Toutefois le régime du Code civil nous paraît devoir subir quelques modifications en raison du caractère spécial des coopératives de reconstruction.

Ces modifications sont les suivantes :

a) Il nous paraît indispensable que la société ait un terme obligatoirement fixé dans ses statuts. Ceci, afin de retirer aux associés le droit que leur concède les articles 1865 et 1869 du Code civil de provoquer à tout moment, par leur seule volonté, la dissolution de la société. L'exercice de ce droit créerait aux coopératives une situation tout à fait désavantageuse. Le but même qu'elles se proposent d'ailleurs est en harmonie avec cette solution (Art. 1).

b) Etant civiles de nature et civiles par leur objet, nos sociétés se trouvent soumises au régime de la déconfiture civile et soustraites à celui de la faillite et de la liquidation judiciaire. Nous avons préféré, pour plus de sûreté, l'énoncer formellement dans la loi. (Art. 2). Nous pourrions craindre en effet de voir les paysans redouter les déchéances de la faillite qui les effraie et s'abstenir d'adhérer à une coopérative courant ce danger.

c) Pour ne pas engager indéfiniment le patrimoine de l'associé, il faut réduire à sa seule part sociale, sa responsabilité, à l'égard des tiers. Une pareille clause introduite dans l'acte de société, en dérogation de l'article, 1863 du Code civil, est déclaré de nul effet à l'égard des tiers par la jurisprudence. Seul le tiers

intéressé peut renoncer au bénéfice de cet article dans le contrat qu'il passe avec la société.

Pour éviter toute difficulté à ce sujet, nous avons fait de cette disposition, une obligation légale, et afin d'éviter le retour dans la pratique d'errements contraires, nous avons prohibé toute clause extensive de responsabilité (Art. 4). Cette mesure d'autre part, nous paraît suffisante même dans le cas où la réalisation des travaux viendrait à dépasser le montant de la part sociale de l'associé. La coopérative sera toujours à même d'exiger des garanties spéciales d'un associé imprudent dans des cas exceptionnels.

d) Il nous a paru non moins indispensable de spécifier légalement la continuation de la société malgré la mort ou la retraite des associés. Si l'existence de la coopérative avait été continuellement suspendue aux événements ou aux volontés de ses membres, toute l'œuvre qui lui incombait aurait été mise en péril. Si l'associé décédé laisse des héritiers, il est logique et naturel que ceux-ci, s'ils restent dans l'indivision, ou que celui auquel le partage fait échoir l'immeuble sinistré, s'il y a partage, prennent la place de leur auteur.

Nous examinerons ci-dessous les questions soulevées par la retraite d'un associé, ce problème se rattachant essentiellement au crédit des coopératives.

II. — Dispositions relatives à l'organisation administrative et comptable

A. Administration

a) *Contrôle*. — Nous avons longuement développé ci-dessus les raisons qui nous dissuadent d'accepter le contrôle étatiste.

Nous y avons substitué la surveillance plus pratique et plus simple des fédérations de coopératives, que tout le monde désire voir se développer (art. 9). Il y a parmi les membres de ces fédérations des hommes compétents dont l'activité nous paraît tout indiquée pour surveiller l'administration des sociétés affiliées à la fédération, conseiller leurs gérants, suppléer au besoin à une gestion notoirement insuffisante.

On nous a objecté que l'on ne pouvait pas *imposer* aux coopératives leur réunion en fédérations, mais seulement leur conseiller cette union de leurs forces disséminées.

Tout en maintenant notre réponse à cette objection, nous avons admis une solution intermédiaire. Lorsque la fédération existe, c'est elle qui exercera ce contrôle administratif. En l'absence de fédération, ce rôle sera dévolu à l'Etat. Toutefois, voulant éviter l'immixtion trop grande de l'Etat dans nos sociétés, nous refusons à celui-ci le pouvoir d'administrer lui-même une société privée d'administrateur compétent, alors que nous reconnaissons ce pouvoir à la fédération dont l'action nous paraît infiniment préférable à celle de l'Etat.

Par « coopérative privée d'administrateur compétent », nous entendons la société dont le gérant a donné des preuves manifestes d'incapacité et qui ne peut trouver dans son sein d'homme habile à le remplacer.

Enfin, pour le bien des coopératives comme pour celui des sinistrés individuellement, nous ordonnons l'établissement d'une liste d'architectes et d'entrepreneurs dignes de confiance, sur laquelle nos sociétés devront obligatoirement choisir leur architecte ou leur entrepreneur (art. 7). Pour le plus grand bien de ces honorables corporations, nous évincerons des marchés coopératifs les hommes douteux ou incapables.

Enfin, il est un mode un peu indirect de contrôle que nous adoptons par surcroît. C'est la vérification par l'Etat de la constitution de la coopérative, préalablement à tout versement de subvention et même d'avance.

b) *Avances et subventions.* — Faisant droit aux réclamations unanimes auxquelles le Ministre des Régions Libérées lui-même a donné son adhésion, nous allouons aux coopératives des avances de 50 0/0 du taux des dommages évalués par l'architecte légalement choisi. Elles auront ainsi un fonds de roulement élevé et des moyens d'action étendus. En outre, nous accordons aux coopératives une subvention destinée à couvrir leurs frais de gestion, pensant qu'il serait inique de les obliger à vivre aux dépens de leurs membres. Mais nous laissons à M. le Ministre des Régions Libérées le

soin d'en régler, d'accord avec le Ministère des Finances, le montant et le mode de distribution.

B. Comptabilité

Pour répondre au vœu légitime de tous les intéressés, notre projet admet le principe d'un contrôle financier de l'Etat, mais nous ne croyons pas pouvoir en instituer ici toutes les modalités. Aussi renvoyons-nous à un arrêté qui établira toute l'organisation de cette surveillance (Art. 8).

Toutes ces dispositions émanent directement de notre discussion précédente. Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de nous y attarder à nouveau.

III. — Dispositions relatives au crédit

Ce qui nuisait le plus au crédit de nos coopératives, c'était le fameux article 8 des statuts-types du Ministère des Régions Libérées. Celui-ci exonérait le sinistré démissionnaire d'une responsabilité suffisante à l'égard de l'entrepreneur lésé par sa retraite qui diminue l'importance du marché conclu.

Il fallait donc tout en remédiant à ce défaut, dont les conséquences étaient sérieuses, sauvegarder cependant la liberté du sinistré.

Nous avons cru réaliser au mieux cette double condition en rendant possible la démission de l'associé, mais en restreignant l'usage de ce droit à des causes très graves afin d'éviter les fréquents abus

dont nous sommes actuellement les témoins. D'autre part, le démissionnaire aura à sa charge la réparation de tous les dommages que sa retraite peut causer tant à la société qu'aux associés eux-mêmes et aux entrepreneurs. Ce sera le plus équitable contrepoids à l'exercice de son droit de liberté individuelle (art. 6). Pour éviter le retour des anciens errements nous refusons la possibilité de toute convention contraire.

IV. — Dispositions relatives à la spéculation

Enfin, par une disposition très particulière nous exigeons de tous les associés de la coopérative et plus spécialement des administrateurs, directeurs et gérants la qualité de sinistré. Nous avons pesé longuement les arguments qui dictaient notre décision et y renvoyons le lecteur, pensant inutile de les reproduire ici.

Telles sont les idées directrices qui ont dicté notre rédaction. Nous n'avons nullement la présomption de croire notre projet à l'abri de tout reproche, nous pensons seulement qu'il peut servir tout au moins de base à la discussion des différents textes proposés, et d'aider à la réalisation de l'œuvre si impatiemment attendue.

Notre plus sublime récompense serait de voir faire à notre texte cet incomparable honneur et de nous permettre de penser que notre très modeste collaboration à l'œuvre commune n'aura pas été absolument vaine.

Mais en terminant cette étude, nous conjurons à nouveau tous ceux que la loi intéresse, tous ceux qui auront

à collaborer à son application, à la faire respecter non seulement dans sa lettre, mais dans son esprit. Quel que soit le texte adopté par le Parlement, sa force ne résidera pas seulement en lui, mais dans l'énergie et le dévouement de ceux qui sauront en faire une arme puissante de travail et d'activité pour assurer à nos régions dévastées le relèvement économique intégral, sans lequel notre France glorieuse mais douloureusement meurtrie, serait incapable de reconquérir la place à laquelle lui ont donné droit ses sacrifices et sa victoire.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la Thèse,

Albert WAHL.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

APPELL.

Tableau de la législation coopérative actuellement en vigueur

Loi du 24 juillet 1867, titre III. — Sociétés à capital variable.

Loi du 5 novembre 1894. — Sociétés de crédit agricole.

Lois du 31 mars 1899, du 29 décembre 1906 et du 19 mars 1910.

— Caisses régionales de crédit agricole.

Lois du 12 avril 1906 et du 23 décembre 1912. — Sociétés d'habitations à bon marché.

Loi du 4 décembre 1913. — Coopératives maritimes.

Loi du 20 décembre 1906. — Coopératives agricoles.

Loi du 18 décembre 1915. — Coopératives ouvrières de production et de crédit.

Loi du 26 avril 1917. — Sociétés anonymes à participation ouvrière.

Loi du 7 mai 1917. — Coopératives de consommation.

Loi du 5 avril 1919. — Modifiant les avances aux coopératives de production.

Loi du 3 janvier 1919. — Avances aux coopératives agricoles.

Loi du 13 mars 1917. — Caution mutuelle et Banque populaire.

DERNIÈRE HEURE

Le 27 avril 1920 la Chambre des députés a adopté sans débat la proposition de loi de MM. Verlot et Philippoteau.

Nous avons appris avec un vif étonnement et un profond regret ce vote malheureux. On sait les critiques que nous avons adressées à cette proposition. Nous ne pouvons que déplorer qu'il ne se soit trouvé personne au Palais-Bourbon pour relever les imperfections de ce texte, en nourrissant l'espoir que le Sénat ose redresser la proposition précipitamment échaffaudée de MM. Verlot et Philippoteau.

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.	VII
INTRODUCTION. — <i>Reconstruction et coopération</i>	1
Les avantages de la coopération. Avantages au profit des sinistrés	3
Avantages au profit des architectes et entrepreneurs.	6
Avantages au profit de l'Etat.	6
Plan de notre étude. Objections qui pourraient nous être faites	8
CHAPITRE I. — Etat actuel des coopératives de reconstruction. Ses causes	11
SECTION I. — <i>Etat actuel des coopératives de reconstruc- tion</i>	11
SECTION II. — <i>Ses causes</i>	13
Le régime juridique des coopératives.	14
L'organisation administrative et comptable.	33
Le crédit des coopératives.	37
Le danger de spéculation	40
CHAPITRE II. — Vœux formulés. Remèdes proposés. Examen critique	43
SECTION I. — <i>Vœux formulés. Remèdes proposés</i>	43
Le régime juridique	43
L'organisation administrative et comptable	45
Le crédit.	47
La spéculation	48
SECTION II. — <i>Examen critique</i>	48
Le régime juridique.	48
L'organisation administrative et comptable	54
Le crédit.	62
La spéculation	64

CHAPITRE III. — **Projet de loi. Propositions de lois.**

Critique et contre-projet	67
Le projet de loi ministériel et examen critique . . .	67
La proposition de loi Verlot-Philippoteau et examen critique	76
La proposition de loi René Gouge et L. Hubert et examen critique	91
Notre contre-proposition.	103
Idées directrices de cette contre-proposition.	106
Tableau de la législation coopérative actuellement en vigueur	115
Dernière heure.	117

